



Université Toulouse - Jean Jaurès

**Institut Pluridisciplinaire pour les Études sur les Amériques
à Toulouse (IPEAT)**

Master mention Civilisations, Cultures et Sociétés

L'émancipation des femmes à travers l'entrepreneuriat en Argentine

Mémoire de 1^{er} année présenté par :

Julia TRELLU

Sous la direction de :

Julie JARTY

Année Universitaire 2018-2019

Remerciements

Mes remerciements vont tout d'abord à l'IPEAT et à la formation qu'il propose, grâce à vous j'ai enfin trouvé ma voie.

Je tiens à remercier tout particulièrement Julie Jarty, qui a accepté de prendre la direction de ce travail, pour ses conseils toujours avisés et nos rencontres riches en apprentissage.

Je remercie mes parents pour leur soutien inconditionnel et leur patience sans limite.
Merci d'avoir cru en moi surtout dans les moments de doute. Je leur dédie ce mémoire, à eux et à Benjamin pour avoir toujours été là pour moi.

“Nuestra tarea hace la vida más hermosa, porque sabemos que nuestro combate diario tiene ese objetivo: la emancipación de las mujeres para luchar por la revolución social en igualdad de condiciones con el resto de los oprimidos y explotados; la revolución social para iniciar el camino de la liberación definitiva de las mujeres y de toda la humanidad hoy apresada por las cadenas del sanguinario capital.”

Andrea D’Atri, Pan y Rosas, 2004

Table des matières

Remerciements	1
INTRODUCTION	6
I. Cadre socio-historique	9
A. Histoire du XX ^e siècle : une instabilité politique marquée par les dictatures militaires.....	9
1. Du péronisme aux premières dictatures : une instabilité politique qui se renforce	9
2. Le retour du péronisme : la désillusion	10
3. Le paroxysme de la répression : la « Guerre sale »	11
4. A partir de 1983, le retour à la démocratie et l’heure de panser les plaies.....	12
B. L’entrée dans le XXI ^e siècle : une crise généralisée secoue le pays.....	14
1. Les Kirchner : un nouvel élan pour le pays.....	14
2. La présidence de Macri : nouveau tournant libéral dans la politique internationale.....	15
C. Politisation des femmes : les femmes investissent la sphère publique argentine	16
1. Contexte sociétal : un modèle patriarcal	16
2. Les vagues de féminisme sud-américaines au XX ^e siècle	18
1. La participation grandissante des femmes.....	18
2. La résistance des femmes sous la dictature argentine : l’exemple d’un combat de mères pour les droits humains.....	19
3. L’affirmation de la place des femmes à partir du XXI ^e siècle.....	20
1. Les femmes dans la tourmente	20
2. #NiUnaMenos : une nouvelle vague de féminisme déferle sur l’Argentine	22
II. Le travail : entre emploi et entrepreneuriat.....	25
A. Le marché du travail dans un contexte d’économie mondialisée.....	26
1. Une économie néo-libérale.....	27
1. Précarisation du travail et chômage.....	27
2. Renforcement des inégalités : quelques chiffres	28

3.	Formalité et informalité du travail	29
2.	Travail et territoire	31
B.	L'intersectionnalité pour comprendre le travail	32
1.	Entre travail productif et travail reproductif.....	32
2.	Les secteurs d'activité liés au genre	35
1.	Emploi genré.....	35
2.	Préoccupation institutionnelle pour la « division sexuelle du travail » : entre réformes symboliques et effets d'annonce	37
3.	Le Care.....	39
4.	Genre, classes sociales et entrepreneuriat	42
1.	Les obstacles à la démarche entrepreneuriale féminine	44
2.	Conception de l'entrepreneuriat selon les classes sociales : l'entrepreneuriat comme lutte contre la pauvreté	45
3.	Entrepreneuriat et informalité : invisibilisation des femmes.....	46
4.	L'économie sociale et solidaire	47
a.	Économie sociale et solidaire : vers une économie alternative ?	47
b.	Le cas des Warmi.....	48
III.	L'émancipation des femmes par le travail ?	50
A.	L'entrepreneuriat comme facteur d'émancipation pour les femmes ?.....	52
1.	Lutter contre la pauvreté, pour l'autonomie et l'indépendance	52
2.	Sortir du rôle reproducteur	52
3.	L'impact positif du travail rémunéré des femmes sur la famille.....	53
B.	« L'émancipation féminines sous contrainte »	54
1.	Les femmes dans l'histoire de l'Argentine : un oubli volontaire ?.....	54
2.	L'absence des femmes des cercles de pouvoir	55
3.	La problématique des entrepreneuses face au manque de politiques publiques.....	55
4.	Les limites de l'Economie Sociale et Solidaire.....	56
5.	L'instrumentalisation du concept d' <i>empowerment</i>	57

6. L'émancipation par le travail : « une idée de riches » ?	58
CONCLUSION	60
BIBLIOGRAPHIE	64

INTRODUCTION

Parler des femmes. Des opprimées. De celles qui luttent. Mais aussi parler d'un pays, d'une histoire singulière qui conditionne des destins féminins. Ce sont ces thèmes qui ont motivé ma recherche. Le mémoire doit apporter une contribution nouvelle à un sujet de recherche. Mais pour moi il a aussi une dimension symbolique, celle de rendre hommage à celles qui en sont le sujet. C'est ce que je souhaite aujourd'hui, à travers cette contribution, rendre hommage à toutes les femmes qui ont lutté pour leurs droits dans la tourmente.

A maintes reprises les Argentines se sont révélées des pionnières dans la lutte pour les droits des femmes. Luttés politiques et sociales, luttés de mères, luttés de femmes et luttés féministes ; les femmes argentines sont définitivement de tous les combats. Contre la société patriarcale qui les assigne, du fait de leur fonction biologique, à un rôle social de mère avant tout ; les femmes se révoltent et investissent l'espace public, qui sous leurs pas devient leur.

L'actualité brûlante qui a vu, dès le début de l'année 2018, naître une mobilisation historique pour la légalisation de l'avortement, a replacé les Argentines sur le devant de la scène internationale. Dans un pays aux inégalités toujours plus importantes, où le taux de féminicides et de viols est en constante augmentation, elles disent « STOP ». Stop aux violences physiques et psychologiques, stop aux discriminations sexuelles, stop au plafond de verre, stop à l'isolement, stop à la société patriarcale. Parce que c'est bien de cela qu'il s'agit : l'Argentine est profondément patriarcale, ne considérant les femmes que si elles sont mères et qu'elles restent enfermées à la maison.

Mais comment comprendre l'actuelle situation des femmes alors que le pays a vu élire la première femme présidente au monde en 1974, Isabel de Perón, et que depuis les Argentines se sont habitués à voir une femme aux plus hautes fonctions de la Nation Argentine et s'apprêtent, d'ailleurs, peut-être, à élire pour la troisième fois Cristina Kirchner. Comment expliquer que la société soit toujours plus inégalitaire envers les femmes, envers les travailleuses ?

Étudier la situation des femmes dans le monde du travail en Argentine semble indissociable de l'étude de leur place dans la société argentine, passée et actuelle. Comprendre la place des femmes dans la société ne nécessite pas uniquement d'adopter une perspective focalisée sur les rapports de genre, mais également de prendre en compte les facteurs ethniques et raciaux, ainsi qu'économiques qui s'entrecroisent avec le genre. Force est de constater qu'au-delà des inégalités entre les hommes et les femmes, il y a également des inégalités (raciales ou de classes) entre les femmes elles-mêmes. C'est pour cela, qu'à travers ce mémoire, j'ai pris le parti pris de mobiliser la notion d'intersectionnalité, conceptualisée par Kimberlé Crenshaw, que nous aborderons par la suite (Crenshaw, 1989).

En Argentine, en 2018, les statistiques officielles estimaient que 32% de la population vivait sous le seuil de pauvreté (INDEC, 2018). Au centre de ce pourcentage se trouvent les femmes, très représentées dans les catégories les plus défavorisées, souvent cheffes de familles monoparentales. Dans ce contexte de pauvreté, elles doivent, par tous les moyens travailler, pas seulement pour être émancipées mais tout simplement pour survivre.

En Argentine comme partout ailleurs, la participation grandissante des femmes au marché du travail ne connaît pas la même évolution que celle des hommes. Elle est beaucoup plus complexe à analyser et à comprendre dans un contexte traditionnel de ségrégation sexuelle et raciale. Si les femmes sont plus nombreuses à avoir un emploi rémunéré en Argentine qu'au cours des décennies précédentes, c'est aussi pour survivre face aux crises économiques qui ont frappé de plein fouet la population. Ces dernières ont entraîné la précarisation toujours plus massive des travailleurs et des travailleuses subissant les aléas d'un système économique capitaliste mondialisé, qui s'est clairement montré défavorable à l'Argentine. Ainsi les femmes, jusqu'alors enfermées dans la sphère familiale, ont été considérées comme un apport complémentaire au revenu des hommes ; pouvant permettre de meilleures conditions de vie à l'unité familiale, et notamment une réduction de la pauvreté des enfants.

Mais alors qu'elles étaient considérées comme des travailleuses secondaires, temporaires, « en attendant que la situation ne s'améliore pour les hommes » ; ces dernières ont peu à peu conquis l'espace public. Accéder au monde du travail constitue indubitablement une première ouverture sur le monde, et c'est notamment à travers le travail rémunéré et les luttes syndicales qu'elles ont acquis plus de droits - et de confiance. Premières victimes du système néo-libéral, les Argentines ont dû trouver des alternatives aux suppressions massives de postes

et à la précarisation du travail. C'est bien souvent vers des activités parallèles et alternatives qu'elles se sont tournées, dans des tentatives désespérées d'améliorer leur situation et celle de leur famille.

L'objet de ce mémoire est donc de questionner le postulat selon lequel le travail rémunéré, et plus précisément l'entrepreneuriat, serait un facteur d'émancipation pour les femmes en Argentine. Nous allons pour cela nous concentrer sur les femmes issues de classes sociales défavorisées, pour qui le travail rémunéré constitue un moyen de lutte contre la pauvreté, de lutte pour leur survie et, souvent aussi, celle de leur progéniture.

Depuis le XIXe siècle, le concept d'émancipation a largement été étudié et développé par de grands philosophes, économistes et intellectuels. Karl Marx y a notamment consacré de nombreux ouvrages ; questionnant l'avènement du capitalisme dans la quête d'émancipation individuelle et collective (Marx, 1867). Les problématiques qu'il a longuement développées, semblent plus que jamais d'actualité face à la situation économique mondiale. Récemment, la notion d'*empowerment* a souvent été analysée depuis le prisme du genre, mettant en évidence les tensions et les enjeux pour conduire à l'autonomie réelle des femmes, dans tous les domaines.

Il me semble indispensable de traiter ce sujet avec le plus de distance possible avec la perspective eurocentrée relative aux questions de genre, et de reconnaître les éventuels biais qui pourraient découler de ce travail du fait même de ma condition de femme blanche européenne. Effectivement, les concepts, réalités et postulats valables dans la plupart des pays occidentaux ne cadrent généralement pas avec la réalité sud-américaine. Il conviendra donc de s'éloigner, autant que faire se peut, des constructions occidentales afin de comprendre la réalité des Argentines, de leurs luttes pour l'acquisition de droits fondamentaux et pour l'émancipation, dans tous ses aspects.

J'ai choisi d'organiser mon mémoire en trois parties. La première sera consacrée au cadre socio-historique de l'Argentine, du XXe siècle à nos jours, relevant les grands moments de la lutte féminine argentine. Dans la seconde partie, je définirai tout d'abord le concept de travail puis je le développerai dans une perspective de genre afin de mettre en évidence les inégalités et enjeux de l'insertion des femmes dans le monde du travail. Enfin, dans la troisième partie, je souhaiterais questionner l'idée d'émancipation féminine par le travail et introduire la question de l'entrepreneuriat féminin comme source d'émancipation.

I. Cadre socio-historique

A. Histoire du XX^e siècle : une instabilité politique marquée par les dictatures militaires

Le XX^e siècle argentin est marqué par une série de coups d'états militaires et une instabilité politique permanente. Dans un contexte de crise économique mondiale, frappé par la Grande Dépression de 1929 et par la Seconde Guerre Mondiale, l'Argentine se trouve à la croisée de deux mondes : l'ancien monde et le monde moderne. Le pays se démarque par une forte présence et un poids prépondérant de l'armée, dès les années 1930, avec le coup d'état militaire du Général Uriburu qui marque le début d'une période de négation de la démocratie, de privation des droits fondamentaux, de répression organisée et de terrorisme d'état, jusqu'en 1983.

1. Du péronisme aux premières dictatures : une instabilité politique qui se renforce

En 1943, les militaires organisent un nouveau coup d'état, faisant surgir sur la scène politique le Colonel Juan D. Perón qui devient la même année Secrétaire d'État au travail et établit des liens étroits avec les classes ouvrières. De plus en plus populaire auprès du peuple argentin, il devient en 1944 vice-président et constitue une menace grandissante pour ses adversaires. Face aux pressions exercées par le patronat et en raison des intérêts états-uniens, il est emprisonné quelques jours puis relâché en 1945 grâce à des manifestations populaires massives. Il est élu démocratiquement à la tête du pays en 1946 et amorce ainsi les fondements du *péronisme* dans le paysage politique argentin. Entre 1946 et 1955, Perón a fait de son mouvement un emblème du populisme latino-américain, grâce à son charisme et son leadership exceptionnel, rompant avec l'imaginaire traditionnel dirigeant/dirigés. Le peuple argentin le soutient inconditionnellement, notamment grâce aux politiques sociales en faveur des travailleurs et ouvriers. C'est au cours du premier mandat de Perón que les femmes obtiennent le droit de vote en 1947 et la légalisation du divorce en 1954, notamment grâce à l'influence de l'épouse du colonel, Eva Perón, « Evita », symbole de la construction d'une incarnation

maternelle de la nation impliquée pour le bien-être de son peuple ; même si cette ancienne actrice syndiquée, morte à 33 ans n'a jamais eu d'enfant.

Malgré la popularité du gouvernement constitutionnellement élu, celui-ci est fragilisé par les restrictions des libertés adoptées pour « protéger la démocratie » face à diverses tentatives de putsch. De nombreuses voix, provenant des partis catholiques et radicaux, s'élèvent contre le mouvement péroniste. Un nouveau coup d'état survient en 1955, initié par un groupe militaire national-catholique et antipéroniste dirigé par le Général Eduardo Lonardi. Débute alors un régime basé sur la « *Revolución Libertadora* » qui abolit très rapidement la Constitution de 1949 et rend le parti péroniste illégal.

Au cours des années suivantes, le pays est marqué par une instabilité politique grandissante. Les gouvernements démocratiquement élus succèdent aux coups d'état militaires et inversement. L'armée argentine se divise entre partisans du péronisme (dont les restrictions sont peu à peu levées) et farouches opposants. Au cours de l'année 1966, le Général Onganía est à l'origine d'un nouveau coup d'état militaire qui va le placer au pouvoir jusqu'en 1973. C'est un choc autoritaire pour le pays, la répression organisée se renforce, tandis que les partis politiques et le Parlement sont dissous. Cette période autoritaire constitue le prologue du funeste destin qui attend le pays au cours de la décennie suivante. A travers ce que le général Onganía nomme la « Révolution argentine », tout mouvement de contestation est violemment réprimé. A l'image du mouvement étudiant de Mai 68 en France ; en Argentine à partir de Mai 1969 et jusqu'en 1973, ouvriers, syndicats et étudiants se révoltent collectivement contre le régime en place et la politique menée par le dictateur. Cette période de contestation sociale est appelée *Cordobazo*, puisqu'elle s'est principalement déroulée dans la deuxième ville la plus grande du pays : Córdoba.

2. Le retour du péronisme : la désillusion

L'année 1973 voit revenir le grand héros de l'Argentine : le populiste Juan Perón est de nouveau élu à la tête du pays accompagné de sa troisième épouse et vice-présidente Isabel Perón. Il accède au pouvoir dans un contexte social et économique tendu qui divise le peuple argentin, l'armée et les politiques. Les conflits internes au parti justicialiste de Perón deviennent de plus en plus intenses et violents. Perón meurt en 1974 et son épouse prend la tête du pays sans réussir à endiguer la vague de violence qui secoue l'Argentine, dans un contexte sud-

américain de coups d'états militaires et de dictatures (Chili en 1973 par exemple). C'est à cette même période qu'ont lieu les premiers attentats de la Triple A (*Alianza Anticomunista Argentina*), renforçant le climat de violence politique et sociale qui régnait déjà et ne fera que s'amplifier dans les années suivantes. Contrairement à Evita qui était adulée, Isabel Perón n'a jamais incarné la figure maternelle du pays. Elle n'avait aucune expérience de la politique et était instrumentalisée par les hommes de pouvoir, proches de son défunt mari.

3. Le paroxysme de la répression : la « Guerre sale »

L'escalade de la violence semble alors inexorable et atteint son point culminant à partir de 1976 et jusqu'en 1983. Le 24 mars 1976, le dernier coup d'état de l'histoire du pays est organisé par le Général Videla et renverse le gouvernement en déclin d'Isabel Perón. Le nouveau régime dictatorial, se présente en sauveur et reçoit très rapidement le soutien politique et financier des Etats-Unis ainsi que du FMI (Fond Monétaire International) qui va s'appuyer sur Videla pour imposer ses mesures ultra-libérales.

Cette période sombre de 7 ans est marquée par la systématisation de la répression politique et la mise en place d'un terrorisme d'état contre la société civile. Disparitions forcées, viols, vols de nourrissons, arrestations arbitraires, séquestrations, internements en centres clandestins de détention, tortures, assassinats deviennent courant. Ces violences sont perpétrées sous le nom de « *Proceso de Reorganización Nacional* » et grâce à l'Opération Condor, menée conjointement entre plusieurs régimes militaires latino-américains. Le régime dictatorial se nourrit des pratiques appliquées au cours de la Seconde Guerre Mondiale, de la dictature espagnole de Franco ainsi que de la Guerre d'Algérie, des modèles de systématisation de la torture (Robin, 2008). L'Etat major français va d'ailleurs envoyer des officiers actifs pendant la guerre d'Algérie pour enseigner la méthode de la « Guerre contre-révolutionnaire ». Dans son documentaire « Escadrons de la mort, l'école française » (2003), Marie-Monique Robin dévoile l'implication directe et le soutien du gouvernement français dans les dictatures sud-américaines et particulièrement en Argentine. Cette implication a toujours été niée par les chefs d'Etat français. La dictature militaire argentine a construit son régime de la terreur en s'appuyant sur ces apprentissages. Chacun est susceptible d'être arrêté, opposant politique ou non, dès lors qu'il est considéré comme subversif pour la Junte. De la même façon, famille et amis ne sont pas à l'abri de ces arrestations arbitraires.

Sous cette sanglante dictature argentine, entre 1976 et 1983, on compte environ 30.000 « *desaparecido/as* », 15.000 fusillés, 9.000 prisonniers et 1.500.000 d'exilés¹. On ne dénombre pas moins de 340 centres de détention clandestins à travers le pays ; ce chiffre étant constamment révisé, il s'élèverait aujourd'hui à 500 centres. L'ESMA (*Escuela de Mecánica de la Armada*) constitue le plus important et emblématique puisqu'entre 1976 et 1983, environ 5 000 « *desaparecido/as* » y ont été détenus, dont seulement deux cents ont survécus.

L'opposition au régime semble inexistante et peine à s'organiser, dans ce paysage politique et social écrasé par la peur, une contestation inattendue se dessine redonnant de l'espoir au peuple argentin. Il s'agit du mouvement des Mères de la Place de Mai, qui luttent pour la vérité et la justice pour leurs enfants disparus, victimes du terrorisme d'état. Nous développerons par la suite les méthodes contestataires de ces femmes qui, bien qu'elles ne s'en soient pas revendiquées, sont aujourd'hui parfois présentées comme symbole du féminisme argentin.

À la fin des années 1970, le régime militaire s'affaiblit peu à peu en raison de la perte de nombreux soutiens et face à une pression internationale grandissante. Afin de redonner un élan patriotique au pays, le régime déclare la guerre au Royaume-Uni pour réclamer et affirmer sa souveraineté sur le territoire des Iles Malouines. La guerre débute en 1982 et se clôt trois mois plus tard sur la victoire des forces britanniques. Cette défaite militaire signe la fin du régime initié par le Général Videla et ouvre la voie d'un retour à la démocratie et d'un processus de guérison pour le peuple argentin.

4. A partir de 1983, le retour à la démocratie et l'heure de panser les plaies

En 1983 des élections démocratiques sont organisées. Raúl Alfonsín de l'UCR en sort vainqueur face à la défaite électorale du parti justicialiste de Perón en proie à de nombreux conflits internes. Avec ce processus de re-démocratisation du pays vient le temps de la vérité et de la justice pour les familles des victimes et disparus.e.s. Le président Alfonsín rétablit très vite les institutions et droits constitutionnels fondamentaux. Il crée en 1983 la CONADEP (*Comisión Nacional sobre la Desaparición de Personas*) afin de faire la lumière sur les crimes perpétrés sous la dictature et en 1985 s'ouvre le premier procès de la Junta afin de juger les commandants et criminels à l'initiative du *Proceso de Reorganización Nacional*.

¹ Martine Déotte, « L'effacement des traces, la mère, le politique », *Socio-anthropologie*, 12 | 2002

Toutefois, juger les principaux commandants de la dictature s'avère une tâche ardue, puisque se développe à cette époque la théorie dites « des deux démons » selon laquelle les militaires n'auraient fait que réagir contre les violences perpétrées par les groupes révolutionnaires. Le récent retour à la démocratie reste fragile et face à la crainte d'un nouveau soulèvement de certains groupes militaires, le gouvernement en place promulgue en 1986 la *Ley del Punto Final*, qui interdit toutes les poursuites contre les criminels et tortionnaires de la dictature en leur accordant l'amnistie quasi complète.

La *ley del Punto Final* est rapidement suivie par la *Ley de Obediencia debida*, promulguée en 1987. Avec cette loi, les militaires chargés de la répression pendant les sept années de la dictature sont innocentés et absous de toute responsabilité. C'est ainsi que s'impose l'injonction à l'oubli et l'absolution des criminels de la Guerre sale. La mémoire et la justice ne sont donc pas les premières préoccupations du gouvernement argentin, qui préfère céder aux pressions exercées par l'armée plutôt qu'au besoin viscéral du peuple d'affronter les pages sombres de son histoire récente et de connaître la vérité.

Dans ce contexte d'instabilité sociale, économique et politique, Alfonsín organise en 1989 des élections présidentielles anticipées au cours desquelles s'impose Carlos Menem, héritier du péronisme et populiste de la nouvelle heure. S'ensuit alors une politique ultra-libérale, loin des bases traditionnelles de Perón, qui ouvre la voie des privatisations, du démantèlement des programmes sociaux et l'ouverture aux investissements étrangers². La politique économique de Menem permet de diminuer l'inflation et de la rapprocher de zéro dans les années 1990. Toutefois, l'ensemble des mesures économiques adoptées par le gouvernement entraînent un appauvrissement de la population avec, notamment, l'augmentation du taux de chômage. En 1995, Carlos Menem est réélu à la tête du pays et poursuit la politique menée. Mais au cours de ce second mandat présidentiel, le gouvernement de Menem est de plus en plus critiqué et la popularité de ce dernier baisse de façon flagrante. Il ne réussit pas à faire réduire les taux de chômage, l'inflation est de nouveau en hausse et la dette extérieure augmente alors que le pays plonge dans une période de récession et se dirige tout droit vers une crise sans précédent.

² Victor Armony, Populisme et néopopulisme en Argentine : de Juan Perón à Carlos Menem, *Politique et Sociétés*.

B. L'entrée dans le XXI^e siècle : une crise généralisée secoue le pays

L'Argentine entre de façon très mouvementée dans le XXI^e siècle, dans un contexte de crise généralisée. Aux prémices des années 2000, le bilan est sans appel : Menem trahit ses promesses et déconstruit l'État social qu'avait initié Juan Perón. Il favorise la précarisation et la flexibilisation du marché du travail argentin. La privatisation massive a, de son côté, entraîné une augmentation du taux de chômage et un appauvrissement de la population avec la disparition progressive des classes moyennes ; l'écart social se creuse. La politique menée par Menem au cours des années 1990 et son désintérêt pour la politique sociale avaient déjà suscité de nombreuses protestations et conduisent à un sentiment de frustration générale.

Les investisseurs étrangers fuient l'Argentine tandis qu'une grande partie de la population souhaite retirer son argent des établissements financiers. Le gouvernement gèle les comptes et entraîne une fin d'année 2001 très tendue. Manifestations, saccages, grèves secouent le pays entier, obligeant le nouveau président en fonction, Fernando de la Rúa à fuir le pays. Entre janvier 2002 et mai 2003 le président élu, Eduardo Duhalde, est en charge de la Nation argentine et tente de redresser la situation, en vain.

1. Les Kirchner : un nouvel élan pour le pays

C'est dans un pays profondément transformé par ce nouveau moment critique de crise à la fois politique, économique et sociale – désormais couramment nommé « Le 2001 » - que Néstor Kirchner accède démocratiquement au pouvoir en 2003 (Mariani, 2012). Les politiques économiques et sociales qu'il entreprend vont très clairement à contre-courant de la politique libérale de Menem. Il initie une reconstruction de l'État social et s'appuie sur une logique populiste. Un nouveau modèle économique se dessine, basé sur la re-étatisation des entreprises privées et l'accroissement de l'investissement public. « La massification des dépenses sociales a été l'un des piliers du « nouveau modèle productif avec inclusion sociale », communément appelé « le modèle K ». »³. Le président Kirchner prend ses distances avec les Etats-Unis ainsi que le FMI et leurs exigences toujours plus libérales. Il relance dans le même temps les alliances régionales grâce au MERCOSUR, resserre les liens avec le Brésil du président Lula et le pays

³ Marie-France Prévôt-Schapira, « L'Argentine des Kirchner, dix ans après la crise », *Problèmes d'Amérique latine*, 2011.

s'ouvre davantage à ses voisins. Une vague de politique sociale se propage à travers plusieurs pays sud-américains, privilégiant la coopération entre les pays du sous-continent. Grâce à une politique économique et sociale inédite, l'Argentine se récupère peu à peu au cours des années suivantes malgré la menace inflationniste toujours présente.

En ce qui concerne l'impunité des crimes commis sous la dictature de Videla, Néstor Kirchner prend également des mesures fortes et inédites. Peu après son élection, il lève l'interdiction d'extradition des criminels de la dictature tandis que le Congrès National abroge la *Ley del punto final* et la *Ley de Obediencia debida*. Un nouveau chapitre s'ouvre pour les familles des victimes et disparu.e.s et c'est avec la reprise des procès accusant de nombreux militaires de crime contre l'humanité, que le travail de deuil et de mémoire du peuple argentin commence réellement. Ces décisions arrivent malheureusement trop tard, puisqu'en raison de leurs âges avancés, de nombreux militaires et tortionnaires ne purgeront pas leur peine.

En 2007, Cristina Kirchner est élue à la tête du pays, succédant à son mari Néstor Kirchner. Elle est la seconde femme à accéder aux fonctions de présidente de la Nation argentine, elle sera réélue en 2011 et se lance dans la nouvelle course électorale présidentielle de 2019. Au cours de ses mandats, Cristina Kirchner opte pour une politique dans la lignée de celle de son mari, avec notamment la nationalisation des fonds de pensions de retraite et de renationalisation d'entreprises argentines qui avaient été privatisées sous le gouvernement de Carlos Menem. En ce qui concerne la mémoire de la dictature, elle réalise de nombreuses actions symboliques et commémoratives en soutenant notamment la fondation des Mères de la Place de Mai. C'est aussi sous son second mandat que, du point de vue de l'évolution des normes de genre, des lois ouvrant le mariage aux couples de même sexe (2010) et facilitant le changement d'identité civile des personnes trans (2012) sont adoptées.

2. La présidence de Macri : nouveau tournant libéral dans la politique internationale

Mauricio Macri est élu président de la Nation argentine en 2015. Sa politique marque un tournant dans la politique internationale du pays puisqu'il rétablit des liens étroits avec le FMI. Il sollicite de nouveau l'institution afin d'obtenir un prêt de 57 milliards d'euros, en échange duquel il met en œuvre un sévère plan d'austérité pour rétablir les finances publiques. La rigueur budgétaire imposée plonge progressivement le pays dans une profonde crise économique et sociale.

C. Politisation des femmes : les femmes investissent la sphère publique argentine

Dès la fin du XIXe siècle, en Amérique du Sud, de nombreux mouvements féministes de prise de conscience ont lieu. Qu'elles soient anarchistes, socialistes ou libérales, les femmes se retrouvent autour de divers enjeux politiques et sociaux. Toutes les classes sociales, intellectuelles ou ouvrières, investissent peu à peu l'espace public pour réclamer plus de droits et d'égalité (Molyneux, 2003). Dans les « *quilombos* » au Brésil, les femmes noires ont lutté pour leurs droits à partir des années 1930, le mouvement *Black feminism* déferle sur les Etats-Unis au cours des années 1960 ; partout les femmes ont ouvert la voie à de nouvelles revendications.

L'Argentine ne fait pas défaut dans ce contexte de revendications de femmes, puisque dès 1896, naît dans le pays le journal féministe *La Voz de la Mujer*, à l'initiative d'ouvrières anarchistes argentines immigrées, dont la devise était « Ni Dios, ni patrón, ni marido ». C'est aussi en Argentine que s'est déroulé le premier congrès féministe d'Amérique latine, en 1910, dont le rayonnement s'avère déjà international.

Au sortir de la deuxième guerre mondiale, en 1946, l'Organisation des Nations Unies a créé une Commission de la Condition de la Femme. Grâce à cette commission l'ONU a identifié quatre grands domaines de discrimination à l'égard des femmes : les droits politiques, les droits légaux, l'accès à l'éducation et le droit au travail. Malgré ces initiatives progressistes internationales, à partir de 1976 et du coup d'état militaire, l'Argentine est complètement exclue de ces programmes de défense et de développement pour les femmes. Leurs droits élémentaires sont bafoués, le droit de vote ainsi que le droit au divorce sont abrogés en même temps que la Constitution de 1947.

1. Contexte sociétal : un modèle patriarcal

Selon Gerda Lerner (Lerner, 1986, 1993), l'une des premières historiennes à avoir opté pour une perspective féministe de l'Histoire et pionnière d'une Histoire des femmes, « le patriarcat était la première et ultime source d'oppression »⁴. Dans un premier temps le terme de

⁴ Linda Gordon, Linda Kerber et Alice Kessler-Harris, *Gerda Lerner, Féministe, pionnière de l'histoire des femmes*, 2013.

patriarcat définissait donc la domination du masculin sur le féminin ; mais peu à peu le patriarcat s'est institutionnalisé pour devenir un rapport socio-politique construit et couramment imposé à la majorité des sociétés modernes. En Amérique du Sud, la domination et le contrôle des femmes par les hommes a été clairement établi à partir de la colonisation par les espagnols. Il s'est considérablement consolidé grâce à l'influence et au pouvoir de l'Eglise catholique.

De plus, pour Kate Millet, écrivaine féministe américaine, la sexualité des femmes constitue l'un des éléments fondamentaux dans la construction du patriarcat (Millet, 1969). C'est ainsi que les hommes exercent un contrôle sans limite sur les femmes, jusque dans leur pouvoir reproducteur. A partir des années 1970, le concept de patriarcat a été largement théorisé, afin de permettre le développement de nouveaux et divers courants féministes. Il peut ainsi se définir comme l'oppression exercée par un groupe social masculin, conçu collectivement et individuellement, sur les femmes en s'appropriant leur force productive et reproductive, en utilisant ou non la violence. Le patriarcat est une construction historique et sociale qu'il convient de remettre en question, et même de renverser, pour rééquilibrer les relations mondiales homme/femme.

À partir de la seconde moitié du XX^e siècle, l'État argentin a revendiqué l'application de nombreuses politiques en faveur des femmes. Mais en réalité cette revendication est discutable ; il est plus pertinent de parler de politiques maternalistes, c'est-à-dire avantageuses pour les femmes qui s'inscrivaient dans un rapport avec la procréation. Silvia Chejter revient sur « l'idéologie qui imprégna une législation favorable aux femmes durant la période 1945-1955 en Argentine ne considérait donc pas tant les femmes dans leur capacité de femmes que comme compagnes de l'« Homme travailleur » et éducatrices de ses enfants. Cette idéologie encourageait leur capacité de reproduction, leurs fonctions de mère et de pourvoyeuse de services domestiques. »⁵. Malgré cette politique, les rapports de genre se modifient peu à peu dans le paysage social argentin, notamment grâce à l'émergence des femmes sur la scène publique, et ce, dès le début du XX^e siècle. On peut également ici souligner les similitudes – et sans doute l'empreinte – des systèmes familialistes traditionnels des pays colonisateurs de l'Argentine, à savoir l'Espagne et l'Italie, deux pays méditerranéens amplement décrits comme retardataires dans la littérature contemporaine sur l'évolution des États-providence et la mise en place d'un féminisme d'État (Kantola & Lombardo, 2017).

⁵ Silvia Chejter, « L'Etat d'aujourd'hui et les femmes en Argentine », *Recherches féministes*, 1999.

2. Les vagues de féminisme sud-américaines au XXe siècle

1. *La participation grandissante des femmes*

Comme nous l'avons énoncé précédemment, les antécédents du féminisme sud-américain sont relativement anciens. C'est notamment le cas en Argentine, où la prise de conscience des femmes a eue lieu à travers différentes classes sociales de femmes et orientations politiques (ouvrières, anarchistes, libérales, universitaires, péronistes, etc...). Grâce aux politiques sociales menées par le gouvernement de Perón, les problématiques liées aux femmes (ou plus précisément aux mères) constituent de nouveaux défis qui s'inscrivent dans l'agenda politique du pays. Ainsi, les femmes obtiennent droit de vote puis droit au divorce à la fin des années 1940 – soit une temporalité relativement similaire à celle de nombreux pays des Nord.

À partir des années 1970, qui signent l'avènement de nombreux régimes dictatoriaux en Amérique du Sud, le sous-continent se polarise peu à peu. Les idéaux révolutionnaires inspirés par la Théologie de la Libération se confrontent à la montée des régimes militaires. Mais le début des années 1970 marque aussi la « deuxième vague de féminisme » avec une prise de conscience des femmes qui s'accroît. Elles ne se considèrent plus enfermées dans un rôle unique de mère, mais souhaitent affirmer leur pouvoir de décision, leur indépendance et notamment leur droit à la maternité libre et volontaire. A cette période, en Amérique du Sud, les mouvements féministes se développent conjointement aux premiers groupes défendant les droits homosexuels comme le *Front de Libération homosexuel* qui naît en Argentine en 1971. Les femmes investissent des espaces jusqu'alors exclusivement masculins : grâce à leur présence dans les manufactures elles réinterviennent peu à peu dans les syndicats puis les partis. De nombreuses femmes rejoignent même les rangs des *guerrillas*. Le Cône Sud est profondément marqué par les dictatures militaires qui débutent dans les années 1970 (Brésil en 1964, Chili en 1973, Uruguay en 1973, Argentine en 1976). Ce sont les femmes qui vont être les premières, et pendant longtemps les seules, à oser s'opposer aux régimes militaires. Malgré la suppression quasi-totale de leurs droits fondamentaux, les femmes vont s'imposer avec force et détermination sur la scène publique, mettant à mal la crédibilité des régimes dictatoriaux sur la scène internationale. À travers ces mouvements de femmes engagées dans une double résistance, luttant contre la dictature et luttant pour les droits des femmes, le féminisme sud-américain est sous-jacent et il fait discrètement son chemin pour définir dans les années 1980 les quatre critères fondamentaux de ce féminisme continental (Falquet, 2007) :

- S'affirmer féministe
- Combattre la violence faite aux femmes
- Lutter pour la maternité libre et volontaire
- Défendre la « libre option » sexuelle⁶.

Au cours des années 1980, puis 1990, le féminisme latino-américain connaît ainsi une grande période d'essor. Toutefois, en même temps qu'il se développe et se diversifie, le féminisme connaît aussi ses premières tensions internes. Certains courants féministes sont considérés comme radicaux, d'autres sont critiqués pour leur vision européenne des questions féministes latino-américaines, tandis que les féminismes populaires sont taxés de maternalistes. Le féminisme sud-américain ne se résume alors pas à une pensée unique mais bien à une diversité de courants et d'axes théoriques (Falquet, 2007).

2. La résistance des femmes sous la dictature argentine : l'exemple d'un combat de mères pour les droits humains

Les femmes sont sorties de la clandestinité. Elles ont été à l'avant-garde des combats visibles contre la dictature et contre la politique des disparitions forcées en s'organisant collectivement et en surgissant sur la scène publique du pays. Dès 1977, le mouvement des Mères de la Place de Mai se constitue pour affronter la machine à détruire dictatoriale et ses actes de négation de l'humanité. Le 30 mai 1977, à l'initiative de Azucena Villaflor, quatorze mères se rejoignent sur l'une des places les plus symboliques de Buenos Aires⁷ pour demander la vérité sur la disparition de leurs enfants, photos à l'appui pour prouver leur existence jusque-là niée par le régime. Pour la plupart mères au foyer, elles incarnent la première résistance (tout au moins visible) au régime et repolitisent peu à peu l'ensemble du pays, terrorisé dans ce climat de peur et de banalisation du mal dont témoignent les crimes perpétrés par la Junte militaire. En luttant pour la justice et le retour de leurs enfants, ces femmes défendent leur rôle d'alors dans la société argentine, pour elles « S'attaquer aux enfants, c'est détruire l'unique identité sociale qu'occupait la plupart des femmes » (Déotte, 2002, p.3). A cette époque, c'est par la

⁶ Jules Falquet, « Le mouvement féministe en Amérique latine et aux Caraïbes. Défis et espoirs face à la mondialisation néo-libérale », *Presses Universitaires de France, Actuel Marx*, 2007.

⁷ S'y trouve notamment la *Casa Rosada*, siège de la présidence de la Nation Argentine. C'est aussi sur cette place que Juan et Evita Perón y faisaient des discours aux foules.

maternité que les femmes existent. Alors, par la maternité, les Mères de la Place de Mai débute collectivement une lutte féroce et sans relâche pour la justice et le respect des droits de l'homme qui se démarque volontairement par la non-violence et s'oppose à la violence de l'Etat.

En raison de leur résistance et de leur lutte pour la vérité, les Mères de la Place de Mai ne seront pas épargnées par le terrorisme d'Etat. Leurs revendications dérangent le régime dictatorial et en 1977 elles sont infiltrées par l'un des plus grands tortionnaires de la dictature argentine, Alfredo Astiz, alors colonel chargé de la direction de l'ESMA. Cette même année, Astiz, surnommé « l'ange blond de la mort », a fait enlever douze femmes directement liées aux Mères de la Place de Mai, dont trois de ses fondatrices, Azucena Villaflor, María Ponce de Bianco et Esther Ballestrino ainsi que des religieuses françaises, Léonie Duquet et Alice Domon. Ces femmes combattantes ont été amenées à l'ESMA puis torturées et ont fait partie des disparu.e.s. Ce n'est qu'en 2005 que certains des corps des Mères ont été identifiés par une équipe d'anthropologues argentins. C'est dans la douleur viscérale et la répression que ces femmes, mères, ont trouvé l'unité et la solidarité pour la justice ; combattant l'oubli.

3. L'affirmation de la place des femmes à partir du XXI^e siècle

1. *Les femmes dans la tourmente*

La désastreuse crise économique, sociale et politique qui a frappé l'Argentine en 2001, résultat de la politique ultra-libérale de Carlos Menem dans les années 1990, a une nouvelle fois déclenché l'irruption des femmes dans la sphère publique. Dans un contexte d'augmentation du chômage, de dégradation des conditions de travail, de destruction de l'industrie locale et d'augmentation de l'écart social entre riches et pauvres ; ce sont les femmes qui ont investi l'espace public avec force et inventivité. Comme le soulève Silvia Chejter, « Women in Argentina have built new paradigms and new spaces for solidarity and collaborative work »⁸.

Le mouvement *piquetero* illustre pertinemment la mobilisation féminine en Argentine. Longtemps, ce mouvement a été considéré comme masculin alors qu'il a permis à de nombreuses femmes de sortir de la sphère privée pour exprimer leurs désaccords et leurs revendications. Face aux privatisations massives et à la fermeture de nombreuses entreprises et

⁸ Silvia Chejter, Argentinian Women Survive Economic Crisis in *Journal of Women in Culture and Society*, 2003.

usines, des hommes et de femmes se sont mobilisés, notamment en bloquant des routes, pour la défense des sans-emplois et contre l'appauvrissement croissant de la population, victime des mesures néolibérales du gouvernement. Peu à peu, les femmes *piqueteras* ont cherché des solutions pour pallier les promesses non tenues par les dirigeants. Elles ont mis en place des potagers communautaires, des plannings familiaux, des marchés sur la base du troc, etc. Grâce à leur intervention décisive, le mouvement *piquetero* s'est transformé, et de celui-ci sont nées différentes communautés autonomes au sein desquelles collaboration et solidarité sont les mots d'ordre (Iacovino, 2007).

D'autres mouvements de contestation initiés par les femmes, qu'elles soient ouvrières dans les usines textiles ou paysannes, ont surgi pour combattre la précarisation des emplois et la production agricole mondialisée. En redéfinissant leurs rôles dans la sphère publique à travers leurs actions de grèves et de contestations, ces groupes de femmes - *piqueteras*, ouvrières et paysannes – ont pris le contrôle de leurs vies jusque dans la sphère privée. A travers des actions collectives, des meetings, des rencontres de femmes, c'est une prise de conscience collective qui s'exerce au sein de ces groupes sociaux. Parce qu'elles dérangent, elles acquièrent peu à peu un poids important dans la société argentine et leurs revendications s'étendent à d'autres horizons oubliés par les gouvernements successifs : éducation, santé, discrimination.

Il convient de noter l'ambivalence de l'Argentine, et plus généralement de l'Amérique latine, en ce qui concerne les rapports de genre. La traditionnelle culture machiste, très présente dans toutes les sphères sociales n'a toutefois pas empêché l'élection de femmes aux plus hautes fonctions : la présidence d'un pays. Comme exemple de cette situation paradoxale, en 2007, l'épouse de Néstor Kirchner, Cristina Fernández de Kirchner est élue à la tête du pays, s'inspirant de la première femme élue présidente dans le monde, Isabel Perón. Sur cette question, l'Argentine se révèle pionnière ; alors comment expliquer la féroce opposition à l'avortement légal et la persistance d'une culture machiste patriarcale contre les femmes ? Les raisons de l'accès au pouvoir de ces femmes sont-elles le fruit d'un cheminement de pensée visant à déconstruire les modèles patriarcaux en place dans ces pays ? L'explication peut sembler beaucoup moins moderniste : puisque les femmes apparaissent moins dans la sphère politique, elles sont moins entachées par des scandales de corruption, au contraire de leurs homologues masculins. Ainsi elles représentent plutôt un renouveau dans la politique et, pour certaines, renvoient une image de personnes moins corrompues (Oualalou, 2011). C'est sans doute pour ces raisons-là, qu'elles peinent à changer les choses en matière de droits des femmes ; ou bien simplement parce qu'elles ont réussi à briser le plafond de verre et qu'elles illustrent

l'individualisme grandissant qui va de pair avec le néo-libéralisme mondial. C'est ce qu'explique María Flórez-Estrada, sociologue à l'université du Costa Rica : « Elles bousculent l'ordre social traditionnel, mais cela ne signifie pas qu'elles adoptent une posture progressiste. »⁹. C'est le cas de Cristina Kirchner qui revendique « No soy progre, soy peronista ». Sous ses précédents mandats, elle s'est toujours positionnée contre l'IVG ; elle a toutefois évolué depuis la « vague verte » de 2018.

2. #NiUnaMenos : une nouvelle vague de féminisme déferle sur l'Argentine

En Argentine, le mouvement *Ni Una Menos* s'est répandu comme une traînée de poudre à la suite du féminicide d'une jeune fille enceinte de 14 ans, Chiara Páez, par son fiancé. Ce tragique événement survenu en mai 2015 et largement relayé par les médias, marque un point d'arrêt pour les Argentines. Il y aura un avant et un après, mais aucun retour en arrière ne sera possible.

Dans un contexte de féminicides, de grands mouvements féministes s'organisent en Amérique centrale. En Argentine, un cri de douleur collectif traverse le pays : *Ni Una Menos*. Il se répand en Amérique du Sud et jusqu'en Europe. A l'origine du slogan et de l'hashtag *Ni Una Menos*, le poème de la mexicaine Susana Chavez, elle-même assassinée à Ciudad Juarez : « *Ni una mujer menos, ni una víctima más* ». Sous ce même slogan de protestation, une mobilisation sans précédent s'est déroulée dans le pays, rassemblant des centaines de milliers de femmes pour dénoncer la banalisation des violences dont elles sont victimes et l'indifférence de l'État. Pour elles, l'État est absent, sciemment aveugle et responsable des féminicides.

Ce mouvement d'unité entre les Argentines est aussi un électrochoc, une prise de conscience pour celles qui ne se considéraient pas féministes jusqu'alors. Un vrai pont entre les différentes générations de femmes se crée et les revendications s'élargissent au fil des rencontres. Les associations féministes, syndicats et partis politiques se sont alliés aux grands-mères, aux mères et aux jeunes femmes qui défendent leurs droits. La mobilisation a pris de toutes parts, dans les écoles, les universités, dans les entreprises et les médias.

⁹ Lamia Oualalou, *Amérique latine : ce qui change pour les femmes*, Le Monde Diplomatique en ligne, décembre 2011.

Relai désormais central pour les activistes (Blandin, 2017), les réseaux sociaux ont servi de catalyseur à cette mobilisation, en relayant partout dans le monde les appels à manifester et à investir l'espace public à travers les #NiUnaMenos, #NosotrasParamos, ou encore #NosEstanMatando. C'est un mouvement féministe global qui vient du sud. Le mouvement prend différentes formes, il s'inspire notamment de la Pologne (Montoya, 2017) pour mettre en place des grèves de femmes ponctuelles partout en Argentine. Des rassemblements ont lieu ici et là pour dire aux femmes qu'elles ne sont pas seules et que c'est l'unité qui fait leur force.

Récemment, le mouvement #NiUnaMenos argentin a forgé les bases de la mobilisation de 2018 en faveur de la légalisation de l'avortement dans un contexte sud-américain de blocage structurel sur cette question (seuls l'Uruguay, Cuba, la Guyana et México Ciudad ont légiféré). Un véritable tsunami féministe a déferlé sur la capitale, sous les banderoles de couleur verte, symbole de lutte pour l'avortement légal, gratuit et protégé. Pour les *pañuelos verdes*¹⁰, l'avortement clandestin est une question de santé publique urgente qui doit être prise en charge par l'État de façon concrète. La légalisation de l'avortement doit permettre à toutes les femmes d'y accéder : il s'agit d'une question d'égalité.

Mais les représailles machistes se durcissent et la cruauté augmente dramatiquement depuis 2015. Les femmes assassinées sont jetées dans des décharges publiques, portant des marques de torture qui rappellent celles des victimes de la dictature argentine. En 2016, un nouvel assassinat barbare secoue le pays, puis le monde. Lucía Pérez est violée puis empalée à mort par deux hommes. En Argentine, cet acte innommable conduit à la première grève féminine à travers tout le pays, suivie par une immense mobilisation dans les rues. En novembre 2018, les deux criminels n'ont été condamnés que pour la possession et vente de drogue mais absouts du féminicide de la jeune fille ; provoquant une nouvelle vague de protestation chez les Argentines. Pour l'année 2018, le rapport sur les féminicides de la Cour Suprême, estimait un féminicide toutes les 31 heures, soit 278 victimes de féminicides recensés officiellement.

La mobilisation *Ni Una Menos* a mis en lumière d'autres formes de violence de genre qui sévissent dans toutes les sphères de la société argentine. En octobre 2018, pour contrer le Women's 20 (W20) qui a eu lieu à Buenos Aires et promeut l'autonomie financière des femmes et favorise l'économie mondialisée, *l'Asamblea No al G20* et le *Foro Feminista contra el G20* se sont mobilisés. Sous le slogan « ¡No en nuestro nombre ! », les femmes ont dénoncé cette

¹⁰ Surnom donné aux militantes pour la légalisation de l'avortement.

réunion élitiste de femmes blanches parfois millionnaires, qui promeut l'économie néo-libérale et se révèle bien loin des réalités qu'affrontent les Argentines (Attac France, 2018).

Malgré quelques effets d'annonce du gouvernement de Mauricio Macri, les femmes demeurent écartées de l'élaboration de politiques qui les concernent directement. Le pouvoir oppresseur sur les femmes persiste, mais les femmes s'organisent à travers le pays, la lutte est loin d'être terminée.

II. Le travail : entre emploi et entrepreneuriat

J'ai choisi d'adopter une définition élargie du concept de travail. Dans la Xe Conférence régionale sur les femmes d'Amérique latine et des Caraïbes en 2007, la CEPAL conçoit le travail de la manière suivante :

« Travail n'est pas synonyme d'emploi. Le travail, en tant qu'activité humaine, inclut aussi bien les activités rémunérées effectuées dans le cadre du marché que les activités non rémunérées réalisées hors de lui. Certains auteurs appellent la somme des deux « charge globale de travail », ce qui permet d'affirmer que le bien-être des sociétés et la croissance des économies se produit grâce au travail de femmes et d'hommes, que celui-ci soit ou non rémunéré. ».

Xe Conférence régionale sur les femmes d'Amérique latine et des Caraïbes, CEPAL, 2007, p. 74.

Dans l'économie mondialisée qui s'impose actuellement, le travail est synonyme de production, cette dernière a une valeur ; elle génère une rémunération pour le travailleur et profite au système capitaliste. Ainsi, dans cette conception, tout ce qui ne crée pas immédiatement du profit ne représente aucun intérêt, est exclu du marché du travail et n'est pas pris en compte dans l'économie. De cette manière l'exemple du travail domestique illustre cette politique économique. Les activités domestiques n'étaient pas, jusqu'au début du XXIe siècle, considérées comme productrices de profit.

En ce qui concerne l'emploi, j'ai choisi de le concevoir dans la lignée féministe matérialiste. Il englobe ainsi le travail salarié, qui constitue la principale source de revenu pour les hommes et les femmes (dans une moindre mesure) en Amérique du Sud. Si l'on se concentre sur l'articulation du système de l'emploi, il correspond à un échange entre employeur et employé ; ce dernier produisant un bien ou un service contre une rémunération de la part de son employeur.

L'entrepreneuriat - travail indépendant ou à son compte – est une alternative à l'emploi.

J'aborderai la question de la formalité et de l'informalité, ainsi que le travail rémunéré et le travail non rémunéré. Ces trois notions - travail, emploi et entrepreneuriat - ont cependant des définitions diverses, qui peuvent varier, notamment en fonction des perspectives et des pays ; mais doivent néanmoins se penser en interconnexions.

A. Le marché du travail dans un contexte d'économie mondialisée

L'entrée dans le XXI^e siècle a été marquée par l'intensification des mutations du marché du travail mondial qu'avait initiées dès la fin du XIX^e siècle avec le capitalisme naissant. L'avènement du néo-libéralisme secoue l'économie mondiale entraînant une réorganisation internationale des formes de domination de la société. Prônant la flexibilisation et la polyvalence du travail, la doctrine néo-libérale est en réalité synonyme de précarisation à outrance et d'individualisation du travail.

Comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, les luttes émancipatrices des femmes en Amérique latine au cours des années 1960-1970 ont conduit à une augmentation de la participation des femmes au marché du travail. Malgré les idéaux et luttes défendues par les femmes latino-américaines, la significative féminisation du monde du travail n'a pas été synonyme d'une meilleure reconnaissance du statut professionnel des femmes ; bien au contraire. Les femmes oscillent toujours entre la sphère privée et la sphère publique et sont les premières victimes durables des crises financières, économiques et des périodes de récession inhérentes au capitalisme.

Dans ce contexte économique globalisé, le marché du travail est devenu le lieu par excellence au sein duquel s'exprime les inégalités ; qu'elles soient territoriales, salariales, raciales, sociales ou de genre. L'objectif de la mondialisation de rattacher chacun au système néo-libéral en place a finalement et paradoxalement mené à une exclusion et une précarisation massive des hommes et des femmes du marché du travail. En effet, si l'économie informelle, parfois même illégale faute d'autres solutions, est structurelle en Argentine (comme dans toute l'Amérique du Sud), les transformations contemporaines la maintiennent comme source de revenus considérable. C'est sur ce sombre tableau que les Argentines intègrent massivement le marché du travail. Et si la globalisation permet un accès facilité au monde du travail pour les femmes, elle tend toutefois

à conforter ces dernières dans un rôle secondaire, subalterne. C'est là que réside l'un des paradoxes de la globalisation, puisqu'elle renforce la précarité des femmes dans un système de production, de création d'entreprises transnationales de sous-traitance, etc.

La mondialisation - les normes imposées par les grandes instances économiques internationales (FMI, OMC, etc.) - rime avec un retrait progressif de l'État des politiques publiques en matière d'égalité et de protection du droit du travail. L'État n'est alors plus le garant des droits fondamentaux de chacun, que ce soit dans la sphère privée ou publique, au sein de la famille ou dans le milieu professionnel. Ce désengagement forcé de l'État a notamment conduit à la flexibilisation et la précarisation massive du marché du travail, touchant particulièrement les classes défavorisées dans lesquelles les femmes sont très représentées. La politique macro-économique proposait à ses débuts de réduire le rôle des États. On constate aujourd'hui que l'objectif est atteint et que les politiques publiques sociales des États ont été totalement déconstruites depuis maintenant des décennies. L'Argentine s'insère totalement dans ce schéma économique.

1. Une économie néo-libérale

1. Précarisation du travail et chômage

La globalisation et le libéralisme ont permis un plus grand accès des femmes au marché du travail. Parallèlement, ce processus a renforcé la précarité des femmes, en les confortant dans un rôle secondaire de contribution à l'économie tout en exploitant la force de travail féminine.

Le marché du travail latino-américain en général a subi de nombreuses crises dans des conditions socio-économiques défavorables. L'activité économique des femmes est la première à pâtir de ces crises successives qui ont frappé le sous-continent.

Ainsi, sans grande surprise, en Argentine, le taux de chômage des femmes reste bien supérieur à celui des hommes (10,5% de femmes au chômage contre 7,8% d'hommes au chômage, en septembre 2018)¹¹. Toutefois, le chômage n'est pas l'inquiétude principale du gouvernement : le Ministère de la Production et du Travail est davantage concerné par le travail informel, qui

¹¹ D'après l'Encuesta de Población Activa menée par l'INDEC au troisième trimestre de l'année 2018.

occupe une partie importante du marché du travail argentin et s'est notamment développé avec la précarisation massive et mondiale du travail en général.

Si l'on fait la somme des femmes actives, des femmes au chômage et des femmes qui occupent un travail informel, alors on constate qu'environ 40% des femmes participent activement au marché du travail argentin, réparties de façon très inégale sur le territoire, comme nous le verrons plus tard (INDEC, 2018).

2. Renforcement des inégalités : quelques chiffres

Partout en Argentine, les écarts se creusent entre les hommes et les femmes, mais aussi, et surtout, entre les femmes elles-mêmes. On assiste à un processus de polarisation du pays, au sein duquel se cristallisent les inégalités. Au second semestre 2018, l'INDEC estimait que 32% de la population vivait en dessous du seuil de pauvreté en Argentine. La majorité sont des femmes.

Les inégalités perdurent dans de nombreux domaines professionnels. Paradoxalement, les Argentines sont plus diplômées que les hommes et vont plus loin dans leurs études supérieures que ces derniers. En 2018, parmi la population âgée de plus de 23 ans, 22,3% des femmes comptaient une formation universitaire complète tandis que ce pourcentage tombait à 16,8% pour les hommes (INDEC, 2018). Malgré cela, les hommes s'insèrent plus facilement sur le marché du travail, notamment en ce qui concerne les postes à responsabilités. Laís Abramo, sociologue et directrice de la Division du Développement Social de la CEPAL, calcule qu'en moyenne les femmes doivent avoir étudié quatre ans de plus que les hommes pour obtenir une rémunération égale, et deux ans de plus pour avoir accès à un emploi formel¹².

A cette ségrégation verticale, la brèche salariale demeure aussi une illustration des inégalités entre les hommes et les femmes. Au cours du premier trimestre 2017, l'INDEC enregistrait un revenu moyen individuel de 10.708 pesos argentins par mois pour les femmes tandis que les hommes percevaient 14.687 pesos argentins en moyenne¹³. Tous secteurs confondus et en se

¹² Laís, Abramo, *¿Inserción laboral de las mujeres en América Latina: una fuerza de trabajo secundaria?*, Revista Estudios Feministas, Universidad de Santa Catarina, 2004, p. 226.

¹³ *Las mujeres en el mundo del trabajo*, Dirección de Equidad de Género e Igualdad de Oportunidades en el Trabajo.

basant sur le revenu total, au troisième trimestre 2018 la brèche salariale entre les revenus des femmes et ceux des hommes était de 26,2%.

A cela s'ajoute un phénomène de ségrégation horizontale : bien qu'elles soient plus nombreuses dans le monde du travail depuis plusieurs décennies, les femmes restent majoritairement cantonnées à des emplois peu qualifiés et peu rémunérateurs. Malgré un meilleur accès à l'enseignement secondaire et supérieur, les inégalités persistent puisque dans la région de l'Amérique latine. Selon un rapport de l'UNESCO en 2012, sur 200 universités « on compte 168 recteurs et 32 rectrices »¹⁴, malgré la présence de nombreuses femmes dans l'enseignement et dans la recherche.

3. Formalité et informalité du travail

Le travail informel se définit par une activité qui s'exerce en dehors de toute réglementation de l'État ; sans aucune norme pour les travailleurs qui ne bénéficient d'aucune protection ni couverture sociale. De fait, les revenus des travailleurs informels sont généralement en dessous de ceux du secteur formel. Bien souvent, l'informalité est donc associée à la pauvreté. De même, la frontière entre informalité et illégalité est mouvante.

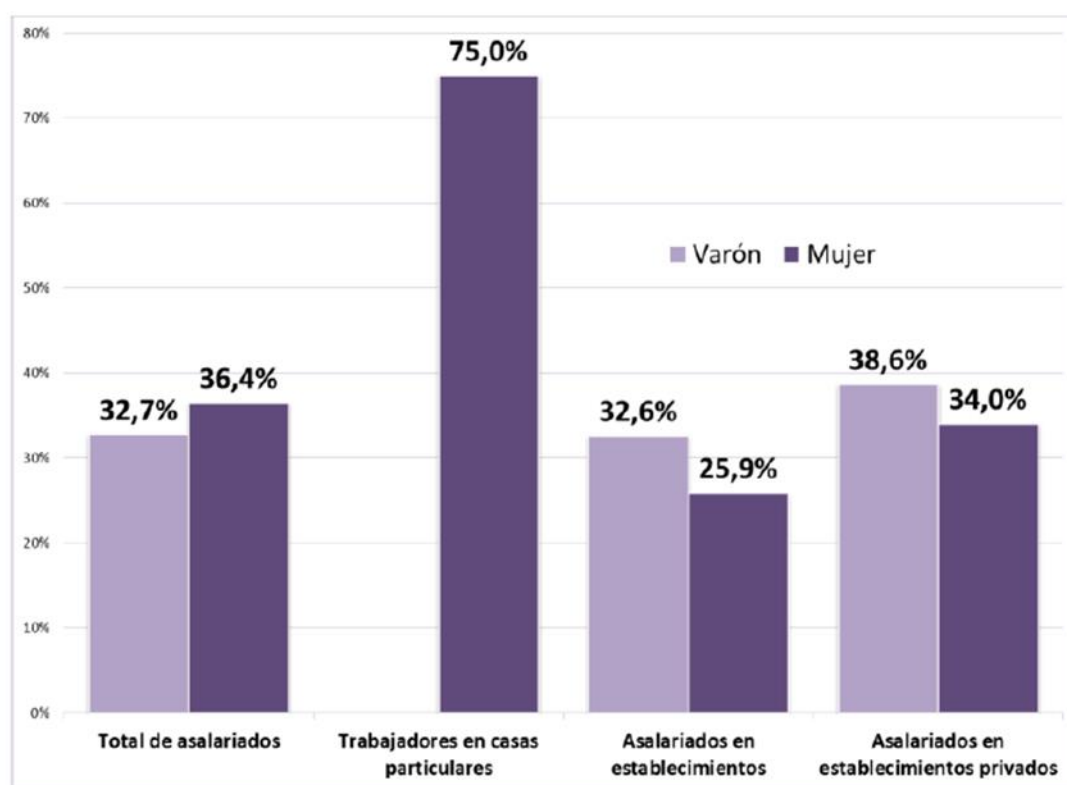
Pour Philippe Marcadent, responsable du service des marchés du travail inclusifs, des relations professionnelles et des conditions de travail au Bureau International du Travail, « dans un contexte de pauvreté, l'emploi informel est souvent une condition de survie pour les travailleurs et leur famille »¹⁵.

Le secteur informel en pleine expansion en Argentine illustre la paupérisation grandissante de la population, qui ne trouve d'autre moyen de survie que d'entrer dans le travail informel et d'en subir les aléas. Dans ce contexte économique de sous-emploi, la participation au travail informel a explosé chez les femmes. Elles sont plus nombreuses à occuper un emploi informel que les hommes : 36,4% contre 32,7% chez les hommes ; puisqu'elles sont principalement présentes dans les emplois domestiques et du *care* dont le taux d'informalité est d'environ 75% en 2018.

¹⁴ UNESCO, *L'éducation pour tous. Rapport régional 2012 pour l'Amérique latine et Caraïbes*, Paris, UNESCO, p. 25.

¹⁵ Interview Philippe Marcadent.

Graphique 1: Taux d'emploi informel, selon le type d'emploi et le sexe



Source : DGEMyEL – MTEySS, à partir de l'EPH (Encuesta Permanente de Hogares), INDEC, troisième trimestre 2017.

Actuellement, en raison du contexte économique hostile et des « crises » qui ont frappé le pays, un revenu unique ne suffit plus à satisfaire les besoins d'un foyer argentin, excepté au sein des classes sociales les plus favorisées. C'est pourquoi les femmes intègrent chaque année un peu plus le monde du travail, mais en raison de la précarisation et flexibilisation des emplois, elles sont particulièrement concernées par les emplois informels avec de mauvaises conditions de travail puisque ce secteur ne permet pas l'accès à une couverture sociale, à la retraite, à des congés maternité, etc.

Contrairement aux pays européens, l'Argentine, comme d'autres pays d'Amérique du Sud, prend en compte le travail informel, qui constitue un facteur indispensable pour le bon fonctionnement de l'économie formelle, puisqu'il satisfait les besoins en créant des emplois que le système capitaliste ne souhaite pas considérer.

2. Travail et territoire

Il me semble important de s'attarder sur quelques points géographiques élémentaires afin d'avoir une meilleure compréhension des relations entre la société argentine, son territoire et le marché de l'emploi qui en découle. Nous cherchons ainsi à identifier, grâce à des données factuelles, quelles sont les activités du pays pour quels espaces et d'après quelle répartition du territoire.

D'après le dernier recensement officiel réalisé par l'INDEC (*Instituto Nacional de Estadística y Censos de la República Argentina*) en 2010, la population argentine s'élevait à 40.117.096 habitants. En 2018, ce même organisme estime à 44.494.502 la population argentine, parmi laquelle 21.824.372 hommes et 22.670.130 femmes. Pour comprendre le fonctionnement et l'organisation économique de l'Argentine, il est intéressant de souligner la question de la densité de population. Celle-ci s'élève en moyenne à 15,8 hab./km². Toutefois le territoire argentin est extrêmement polarisé. Effectivement, comme nous pouvons l'observer sur la carte de l'IGN (*Instituto Geográfico Nacional*), parmi les 23 provinces que compte le pays, 7 enregistrent une densité de population se situant entre 0 et 4 hab./km² et seulement 5 possèdent la densité de population la plus importante du pays (entre 100,1 et 15.000 hab./km²). Cette polarisation du territoire entraîne de fait d'autres inégalités, par exemple salariales, avec notamment des bassins d'emploi situés dans les principaux centres économiques du pays (Buenos Aires, Córdoba, La Plata) où se concentrent une grande partie des activités industrielles et manufacturières. D'un autre côté, de nombreuses provinces sont quasiment désertes et se démarquent par le manque d'entreprises.

On observe de grandes disparités en termes d'emploi en fonction des régions dans le pays (IGN, 2018). Dans les grandes agglomérations, la participation professionnelle des femmes est plus importante que dans les petites métropoles et souvent mieux réglementée.

En Argentine, la distribution de l'emploi et la répartition de secteurs professionnels sont donc directement liés aux reliefs, à la densité ainsi qu'à l'occupation du territoire. Ainsi, la concentration ou le manque d'entreprises dans certaines provinces ou régions est un premier facteur d'inégalités dans l'accès à l'emploi et les conditions qui lui sont associées quand l'emploi est disponible. Cette situation entraîne des mouvements migratoires internes de travailleurs précaires.

B. L'intersectionnalité pour comprendre le travail

Dans ce chapitre, il semble indispensable de développer la notion d'« intersectionnalité », proposée et conceptualisée par l'afroféministe américaine Kimberlé Crenshaw, afin de comprendre et d'analyser l'articulation des rapports de genre, de classe et de race, grâce à l'axe transversal du travail.

« Les discriminations racistes et sexistes se chevauchent non seulement dans la sphère professionnelle, mais aussi dans les autres domaines de la vie ; de même ampleur, ces deux fardeaux étaient presque entièrement absents du discours féministe d'une part, et du discours antiraciste de l'autre. L'intersectionnalité était alors ma tentative de faire en sorte que le féminisme, la lutte antiraciste et la législation contre les discriminations fassent ce dont je les pensais responsables : mettre en lumière les différents biais par lesquels les individus souffrent des oppressions racistes et sexistes, afin de faciliter la discussion et la compréhension de ces problèmes. »

Kimberlé Crenshaw au Washington Post, *Why intersectionality can't wait*, 2015¹⁶

En Argentine, la brèche entre le taux d'activité masculine et le taux d'activité féminine est plus importante que dans d'autres pays latino-américains. Le taux de participation des femmes au marché du travail est directement lié au rôle qui leur est assigné dans la division sexuelle du travail et à l'imaginaire culturel patriarcal.

1. Entre travail productif et travail reproductif

Nous avons déjà soulevé auparavant les inégalités et discriminations dont sont victimes les femmes, travailleuses ou non, dans la société patriarcale et machiste argentine. Les travailleuses doivent ainsi faire face à ce que l'on appelle communément la *double journée de travail*, articulant une profession dans la sphère publique avec les tâches domestiques

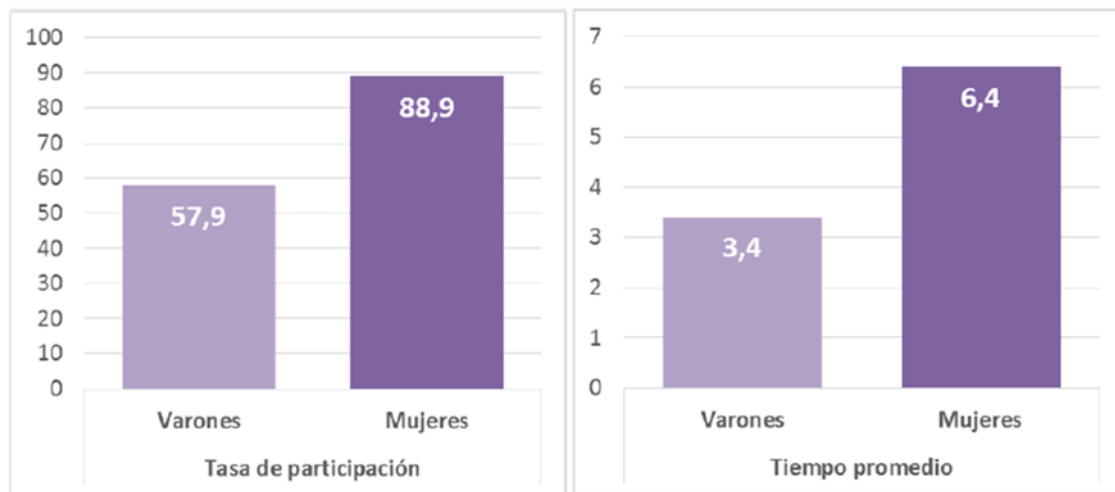
¹⁶ Traduction de l'interview.

traditionnellement attribuées aux femmes dans la sphère privée. Ces deux espaces, domestique et professionnel, sont étroitement liés et doivent se penser en interconnexions.

Dans l'imaginaire social sud-américain, et argentin, le travail rémunéré des femmes se pense comme une alternative, un apport secondaire qui ne se révélerait utile que dans le cas où l'homme, unique pourvoyeur du revenu familial, ne pourrait assumer cette responsabilité. Pour de nombreux chercheurs, les femmes représentent une « force de travail secondaire » puisqu'elles ne devraient idéalement pas entrer sur le marché du travail par opportunité, envie ou simplement par droit. Cet imaginaire très présent dans la société argentine, qui demeure traditionnellement machiste, se répercute dans les entreprises qui justifient l'exclusion et la discrimination des femmes dans le monde du travail par leur manque de flexibilité dans l'emploi (horaires, absentéisme, voyages d'affaires, etc.). Elles sont ainsi écartées des responsabilités salariales et constituent une force de travail éventuelle et complémentaire.

Le travail non rémunéré effectué par les femmes n'est pas synonyme de non-contribution à l'économie, bien au contraire. C'est ce que souligne les rapports annuels de la CEPAL concernant les femmes dans l'Amérique latine et leur statut. La frontière entre le travail productif et le travail reproductif reste très floue. Tous deux sont très liés et interdépendants. Les hommes dédient en moyenne 3,4 heures par jour au travail domestique non rémunéré, tandis que les femmes effectuent 6,4 heures par jour consacrée à ces mêmes tâches ; soit 90% de plus que les hommes (INDEC, 2013). Cet écart énorme contribue à la reproduction des inégalités de genre en matière d'insertion et d'opportunités professionnelles.

Graphique 2: Taux de participation et nombre d'heures moyennes dédiées au travail domestique non rémunéré selon le sexe en Argentine (population de 18 et plus)



Source : DGEMyEL – MTEySS, base de données sur l'enquête "Trabajo no remunerado y uso del tiempo en Argentina", INDEC, troisième trimestre 2013.

En Argentine, l'insertion des femmes sur le marché du travail est directement conditionnée par rapport aux charges domestiques qu'elles doivent assumer. Plus de la moitié d'entre elles occupent un travail à temps partiel pour pouvoir continuer à assumer leurs activités domestiques et par là le travail reproductif. Leur activité professionnelle dépend notamment de deux facteurs majeurs : le niveau d'études ainsi que la classe sociale d'origine. Plus ces deux variables sont faibles, plus les femmes ont des difficultés à s'insérer sur le marché du travail et inversement, plus ces indicateurs augmentent, plus les femmes vont accéder au travail plus « facilement ». Nous constatons là aussi des inégalités entre les femmes.

2. Les secteurs d'activité liés au genre

1. *Emploi genré*

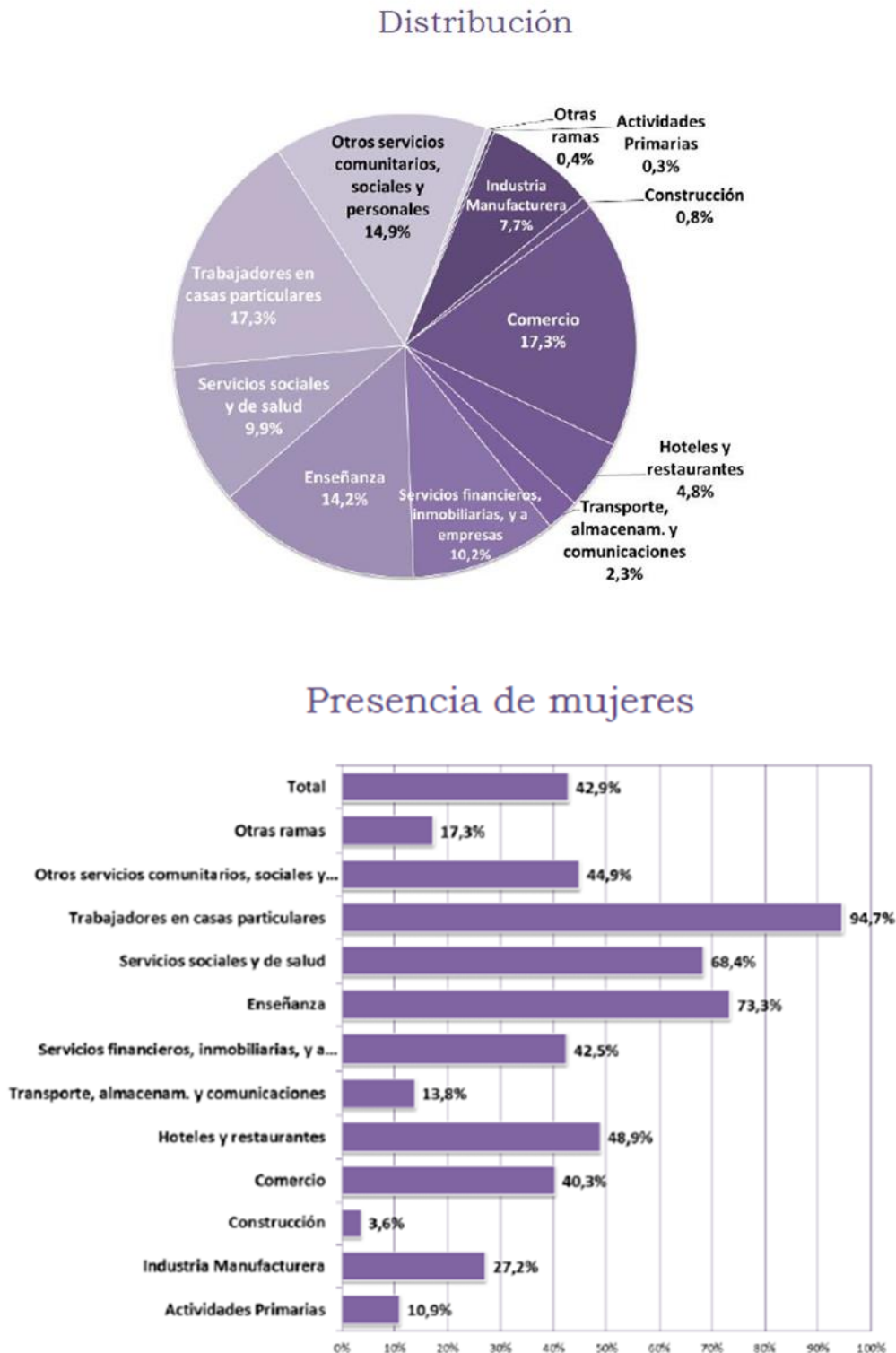
La notion d'emploi genré est indispensable dans la compréhension des schémas sociaux et professionnels qui se produisent en Argentine. Nous tenterons dans ce paragraphe de comprendre les différences et discriminations qu'entraînent les emplois dits « féminins » par rapport aux emplois « masculins ». Ce clivage permet d'aborder une nouvelle fois la question du machisme dans la société contemporaine argentine, qui découle directement du patriarcat traditionnel, encore largement répandu dans l'imaginaire social traditionnel du pays.

Les femmes sont généralement considérées comme pourvoyeuses de soin, ainsi elles restent cantonnées dans des secteurs d'emploi directement liés à cet imaginaire collectif argentin. Suivant le phénomène de ségrégation horizontale décrit ci-avant, elles sont principalement présentes dans le secteur du *care* (que j'aborderai par la suite), dans les services sociaux et de santé ou dans l'enseignement. Malgré tout, elles s'insèrent peu à peu dans des secteurs initialement « masculins » car considérés plus virils, tels que les secteurs industriels ou agricoles, puisqu'elles sont de plus en plus présentes dans les flux migratoires liés à ces emplois et sont capables de traverser le continent, voire le monde, afin de trouver un emploi pour subvenir aux besoins du foyer. Elles accèdent donc trop souvent à des emplois faiblement rémunérés accompagnés de mauvaises conditions de travail, sans aucune protection ; particulièrement dans le secteur informel. À titre d'exemple, nous pouvons souligner l'émigration grandissante de Boliviennes vers l'Argentine au cours de ces dernières années qui travaillent dans les rues de Buenos Aires dans des conditions déplorables¹⁷. Il est à noter aussi, l'importance des flux migratoires féminins qui se sont développés entre l'Argentine et l'Espagne. Cette dernière accueille de nombreuses femmes argentines, venues travailler dans le secteur domestique et de soin¹⁸.

¹⁷ Karina CRIVELLI, *Travailler dans la rue à Buenos Aires. Expériences quotidiennes des vendeuses ambulantes boliviennes*, Armand Colin Revue Tiers Monde, 2014, p.113-130.

¹⁸ Laura, OSO CASAS, Maria, VILLARES VARELA, *Mujeres inmigrantes latinoamericanas y empresariado étnico: dominicanas en Madrid, argentinas y venezolanas en Galicia*, Revista Galega de Economía, 2005, p.1-19.

Graphique 3: Répartition des femmes travailleuses et taux de présence des femmes par secteur d'activité



Source : DGEMyEL – MTEySS, à partir de l'EPH (Encuesta Permanente de Hogares), INDEC, troisième trimestre 2017.

2. Préoccupation institutionnelle pour la « division sexuelle du travail » : entre réformes symboliques et effets d'annonce

D'après la XIe Conférence régionale sur les femmes d'Amérique latine et des Caraïbes, réalisée par la CEPAL en 2010, la division sexuelle du travail peu se définir clairement de la façon suivante :

« La division sexuelle du travail à la base de l'ordre du genre sépare le travail productif du travail reproductif de façon paradigmatique et définit la place des femmes et des hommes dans l'économie. Le fait de tirer au clair la façon dont ces relations perpétuent la subordination et l'exclusion des femmes en limitant leur autonomie aide à comprendre leur influence sur le fonctionnement du système économique. »

XIe Conférence régionale sur les femmes d'Amérique latine et des Caraïbes, CEPAL, 2010.

La division sexuelle du travail, ou répartition du travail selon le sexe, représente un pilier de l'inégalité et de la discrimination que subissent les femmes par rapport aux hommes. Elle constitue très clairement une barrière à l'autonomie financière des femmes. Comme je l'ai déjà mentionné dans le premier chapitre, la société argentine s'est construite selon un schéma patriarcal. Selon ce modèle, au sein de la famille c'est l'homme qui détient tout pouvoir décisionnel et qui apporte le revenu au foyer tandis que la femme est traditionnellement cantonnée dans la maternité, les tâches domestiques et de soin. Cette distribution totalement déséquilibrée du travail, rémunéré d'une part et non rémunéré d'autre part, renforce les inégalités flagrantes dont sont victimes les femmes dans l'accès au monde du travail. Paradoxalement, depuis plusieurs décennies déjà, chercheurs et économistes s'accordent sur l'importance de la contribution des femmes à l'économie. Les progrès sont cependant trop lents pour les femmes qui luttent en permanence contre la pauvreté en apportant un travail de soin qui devrait être pris en charge par l'État (ou tout du moins pas le marché). La division sexuelle du travail est donc directement liée au désintérêt de l'État pour les politiques sociales en faveur des classes populaires en majeure partie constituées par les femmes. Effectivement, les avancées peinent, puisqu'en 2017 en Argentine, 2 femmes sur 3 occupaient des emplois très peu qualifiés et elles sont moins représentées dans les postes de direction que leur participation globale au marché du travail.

Dans la perspective de mettre fin aux discriminations subies par les femmes, tant dans la sphère publique que privée, l'Assemblée Générale de l'ONU a adopté en 1979 la *Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes*. Cette Convention est entrée en vigueur en 1981. Pour sa part, l'Argentine l'a signée en 1980 et ne l'a ratifiée qu'en 1985. Malgré la volonté de mettre fin à toutes les discriminations envers les femmes, la Convention comporte une lacune de taille puisque : « A la différence d'autres accords, cette Convention n'a pas été dotée, à sa création, d'un mécanisme spécifique garantissant sa mise en œuvre »¹⁹. Ainsi, elle constitue plus un effet d'annonce et un symbole pour le gouvernement argentin qu'une réelle démarche de défense des droits des femmes et renforce l'hypocrisie flagrante des institutions. Les annonces, lois et quotas des politiques menées depuis le retour à la démocratie dans le pays ne sont visiblement pas suivis d'actes réels et l'avancée de la reconnaissance de l'égalité entre l'homme et la femme reste très lente. La division sexuelle du travail est un point particulièrement sensible dans l'actualité du pays, dénoncé par la majorité des femmes qui manifestent depuis maintenant plusieurs années pour la fin des discriminations et de l'insécurité qui vivent quotidiennement les femmes. Cette répartition du travail selon le genre demeure malgré tout synonyme de relations hiérarchiques de pouvoir dominées par les hommes et en constante défaveur des femmes. Elle « assigne à la femme la fonction basique et primordiale du soin des sphères privée et domestique »²⁰ et ne permet pas une insertion égalitaire entre les hommes et les femmes dans le marché du travail argentin.

Contrairement à de nombreux pays sud-américains, l'Argentine se démarque par l'absence d'initiatives gouvernementales pour conduire à l'égalité entre les hommes et les femmes. Si son voisin andin, le Chili, fait preuve de volontarisme dans le domaine de l'égalité des chances avec des mesures et programmes en faveur de l'insertion des femmes dans le milieu professionnel comme les programmes « *Habilitación Laboral para Mujeres de Escasos Recursos, preferentemente Jefas de Hogares* » ou « *Mujeres Jefas de Hogar y Mejor Trabajo* », ce n'est pas particulièrement le cas de l'Argentine. Les gouvernements successifs ont largement été critiqués par les citoyennes et les féministes contemporaines pour leur absence de politique en faveur de la femme. On peut mentionner la mise en place de « l'Agenda Mujer » (2019) pour calmer la contestation grandissante des argentines. Cet agenda prône la fin des discriminations et violences de genre dans la sphère professionnelle / publique mais aussi dans la sphère privée.

¹⁹ CEPAL, *Xe Conférence régionale sur les femmes d'Amérique latine et des Caraïbes. La contribution des femmes à l'égalité en Amérique latine et dans les Caraïbes*, 2007, p. 9.

²⁰ Laís, Abramo, *¿Inserción laboral de las mujeres en América Latina: una fuerza de trabajo secundaria?*, Revista Estudios Feministas, Universidad de Santa Catarina, 2004, p. 226.

Ce programme, en théorie égalitaire et se voulant moderne, se révèle inefficace et ne contribue que peu aux mutations sociales en cours.

Les responsabilités qui sont attribuées aux femmes dans le domaine du soin permettent de comprendre bien mieux les dynamiques en jeu en termes de segmentation et d'exclusion de ces dernières du marché du travail. Les femmes sont aujourd'hui encore renforcées dans leur activité, rémunérée ou non, de pourvoyeuses de soin. Dans la construction sociale et culturelle de la société argentine (comme la plupart des sociétés dans le monde), le travail domestique et de soin a été historiquement associé au féminin en raison de leur (potentielle) capacité biologique reproductive (de laquelle découlerait « l'instinct maternel », supposé inné). Cette conception de la société a été largement remise en question au fil des années, considérant que l'instinct et l'amour maternels sont en fait le fruit d'une construction sociale et culturelle propre à une société donnée. En France, Simone de Beauvoir, dans son ouvrage *Le Deuxième Sexe* (1949), déconstruit les rôles de genre. Selon elle, l'identité féminine est socialement construite depuis l'enfance dans la sphère familiale et publique. La place de la femme dans la société n'est donc pas naturelle, ce qu'elle résume par sa célèbre phrase : « On ne naît pas femme : on le devient ». Par la suite, Elisabeth Badinter s'est particulièrement fait connaître par la publication d'ouvrages sur ce thème en 1980, parmi lesquels *L'amour en plus*, qui questionne ainsi les présupposés culturels.

3. Le Care

Nous tenterons dans cette partie de brosser un portrait, le plus clair possible, de cette activité représentative de l'emploi genré.

Le *care* est un concept né aux États-Unis dans les années 1980, développé dans un premier temps par Carol Gilligan et Joan Tronto dans des ouvrages fondateurs sur ce secteur en expansion depuis plusieurs décennies. Pour définir le secteur du *care*, maintes fois discuté par de nombreux chercheurs, j'ai choisi de m'appuyer sur une définition élaborée par Joan Tronto et Berenice Fisher (1991):

« Au niveau le plus général, nous suggérons que le care soit considéré comme une activité générique qui comprend tout ce que nous faisons pour maintenir, perpétuer et réparer notre “monde”, en sorte que nous puissions y vivre aussi bien que possible. Ce monde comprend nos corps, nous-mêmes et notre environnement, tous éléments que nous cherchons à relier en un réseau complexe, en soutien à la vie »

Berenice Fisher et Joan C. Tronto, « *Toward a feminist theory of care* », 1991.

Le *care*, ou travail englobant toute activité qui a trait au domestique et aux soins, peut être une activité rémunérée ou non, faisant partie à la fois de la sphère privée et de la sphère publique. Toutefois, les activités du *care* sont peu et mal recensées par les enquêtes nationales menées par les instituts statistiques du gouvernement, notamment l'INDEC.

C'est un secteur très fortement féminisé, qui emploie de façon formelle et le plus souvent informelle des femmes issues de classes sociales défavorisées, souvent racisées, parfois cheffes de famille monoparentales, donc seules pourvoyeuses des revenus du foyer.

C'est chez les employées domestiques que l'on trouve le plus de femmes défavorisées qui n'ont toujours pas accès à des conditions de travail décentes. L'égalité des chances et des conditions pour ces femmes doit obligatoirement passer par une implication réelle de l'État, afin d'assurer la protection et les bonnes conditions de travail, grâce à des politiques publiques adaptées et une meilleure implication des employeurs dans le bien-être de leurs travailleuses. Mais l'État argentin s'implique peu dans ce secteur, malgré la réalisation de quelques programmes de protection pour ces travailleuses vulnérables, qui se résument bien souvent à de fragiles effets d'annonce. Souvent, il incite à l'indépendance et à l'auto-entrepreneuriat pour cette catégorie économiquement fragile.

L'État argentin a mis en place le *programme national d'aide à domicile* dans les années 1990, qui s'est renforcé sous les politiques kirchnéristes. Il s'applique au niveau local pour venir en aide aux personnes âgées vulnérables et en situation de pauvreté tout en établissant un programme de formation pour insérer les femmes (généralement les plus pauvres aussi) sur le marché du travail, dans le domaine du *care*. Pour les personnes qui ont besoin d'une employée

domestique, l'État a mis en place une allocation dédiée, le PAMI²¹. Cette allocation correspond à 8 pesos de l'heure alors que le revenu moyen d'une *cuidadora* formée s'élève en moyenne à 20 pesos de l'heure. Cela dénote de la part de l'État d'une volonté de venir en aide aux personnes vulnérables, qui demeure malgré tout insuffisante compte tenu des maigres fonds débloqués. Pour les travailleuses domestiques, il a mis en place le *monotributo social*, qui constitue un élément central de cette politique publique, pour encourager les femmes vers un statut d'auto-entrepreneur conçu pour les inclure dans une économie formelle. La formation de coopératives de travailleuses fait aussi partie de ce programme, afin de créer un réseau d'entraide et de solidarité entre les travailleuses domestiques. Dans le cadre de ce programme social, l'État propose une formation qui permet à de nombreuses femmes de retrouver une confiance en elles, tout en sortant de l'isolement social dont elles sont victimes. Leurs trajectoires sont généralement complexes et empreintes d'une grande précarité. Malgré cette formation, dans le secteur formel, les travailleuses domestiques sont moins bien rémunérées que des travailleuses domestiques du secteur informel ; démontrant que les connaissances acquises ne se traduisent pas en augmentation de revenus. L'effet pervers de cette initiative se ressent finalement rapidement, puisqu'avec des prétextes d'intégration et de bonnes intentions, elle enferme les travailleuses domestiques dans la pauvreté et la précarité ; leur formation ayant une conséquence positive mais subjective (elle renforce la confiance en soi, mais ne prétend pas améliorer les conditions de travail). Comme le mentionne Natacha Borgeaud-Garciandía et Isabel Georges, ce programme d'action publique maintient « les travailleuses confinées sous un plafond non plus de verre mais en ciment »²². Dans cette lignée, l'État a entrepris depuis 2013, des campagnes afin d'encourager la régularisation et la déclaration des travailleuses domestiques, puisqu'encore 3 travailleuses sur 4 ne sont pas déclarées. Elles font donc partie du secteur opaque de l'informalité que l'État tente de réglementer peu à peu. Grâce à une mesure permettant aux employeurs d'obtenir des déductions fiscales en échange de déclarer leurs employées domestiques, le pourcentage d'employées déclarées est monté à près de 15% (un chiffre qui est cependant loin d'être satisfaisant).

Les femmes éduquées provenant des classes sociales élevées font appel à des travailleuses domestiques pour s'occuper de leur foyer (ménage et enfants), afin qu'elles-mêmes puissent avoir suffisamment de temps libre pour accéder au marché du travail. Mais en engageant ces

²¹ PAMI : *Programa de Asistencia Médica Integral*, mis en place par le Ministère de la Santé argentin.

²² Natacha BOURGEAUD-GARCIANDIA et Isabel GEORGES, *Regards croisés sur les modalités de l'action publique et de la mise au travail des femmes dans le secteur du care (Argentine-Brésil)* In : *Les femmes dans le monde du travail en Amérique latine* , Presses Universitaires de Provence, 2016.

employées domestiques, dans des conditions rarement réglementées, elles contribuent au cercle vicieux dans lesquelles les femmes défavorisées sont coincées. Cela constitue un paradoxe qu'il semble intéressant de relever. Ainsi l'émancipation des unes contraint les autres à la précarité. De fait, sans une refonte de la structure mondiale du travail, les inégalités persistent.

4. Genre, classes sociales et entrepreneuriat

Le travail indépendant ou à son compte, existe en Amérique latine dans de nombreux secteurs : aussi bien dans le *care*, dans l'agriculture que dans l'économie urbaine. Le fait d'entreprendre consiste pour un individu à créer lui-même une activité qui lui procurera un revenu. L'entrepreneuriat sud-américain se démarque toutefois par un haut niveau d'informalité.

Il existe deux types d'entrepreneuriat : l'entrepreneuriat dit « par opportunité » et l'entrepreneuriat « par nécessité ». Le premier concerne généralement des femmes issues de milieux sociaux aisés, avec d'importants niveaux d'études ; qui trouvent dans l'entrepreneuriat le moyen de rentabiliser leurs diplômes avec l'idée de créer une entreprise prospère. Le second cas, celui qui va nous intéresser dans cette partie, touche plus particulièrement les femmes issues de classes sociales populaires et défavorisées pour qui l'entrepreneuriat constitue un moyen de survie et de lutte contre la pauvreté, faute d'accès à l'emploi.

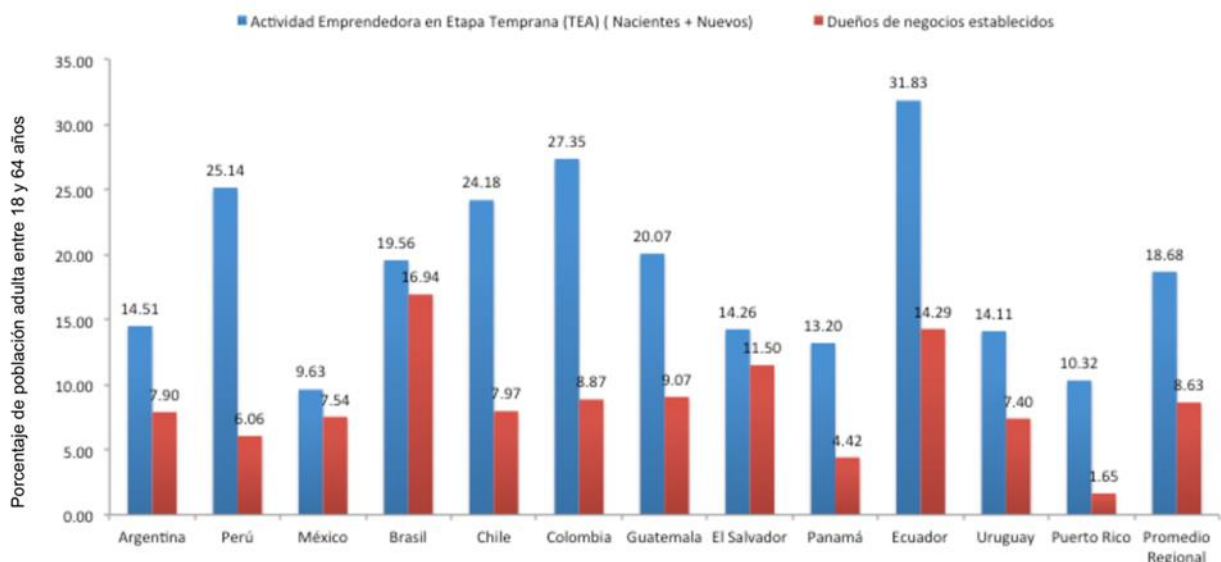
En Amérique latine et en Argentine, l'entrepreneuriat ne se conçoit pas de la même façon qu'en Occident. L'entrepreneuriat, dans les pays d'Amérique latine, s'installe bien souvent dans le secteur de l'informalité et de l'absence de réglementation ; malgré des initiatives politiques afin de le régulariser. Il constitue bien souvent ce que l'on nomme « le travail au noir », dont les frontières entre informalité et illégalité sont souvent floues.

Bien que l'entrepreneuriat féminin soit de plus en plus important dans l'économie argentine, il est pour l'instant loin d'égaliser l'entrepreneuriat masculin qui reste prédominant dans toute l'Amérique latine. Il existe donc peu de données et de statistiques concrètes qui puissent rendre compte des réalités qu'affrontent les femmes cheffes d'entreprises. Il n'existe vraisemblablement pas de programme national en Argentine qui promeuve l'activité entrepreneuriale des femmes, et de ce fait peu d'études sur le sujet. Il semblerait toutefois que

les femmes sont généralement à la tête de micro-entreprises ou alors petites et moyennes entreprises ; la direction féminine de grandes entreprises demeurant un cas souvent très isolé.

D'après les dernières données du GEM concernant l'Argentine, en 2016, 14,51% de la population entre 18 et 64 ans étaient impliqués dans une entreprise naissante (entre 0 et 3 mois d'activité) ou dans une jeune entreprise (entre 3 et 42 mois d'activité). Comme on peut le constater sur le graphique suivant, le taux de nouvelles entreprises est plus important dans le pays que le taux d'entreprises en activité depuis plusieurs années (à partir de 42 mois d'activité). Par rapport à l'Amérique latine, l'Argentine ne se démarque pas particulièrement par une volonté entrepreneuriale récente importante (parmi 13 pays, 7 pays sont largement au-dessus de l'Argentine en ce qui concerne le TEA²³).

Graphique 4: TEA vs. Entreprises installées en Amérique latine



Source : Global Entrepreneurship Monitor (GEM), Argentina, 2016.

En 2016, la TEA masculine était de 15,98%, tandis que le TEA féminine était de 13,10%. On constate que toutes deux sont très largement en dessous des moyennes latino-américaines (pour les hommes elle est de 20,70% et pour les femmes de 16,79%). Cela signifie en outre que les argentines entreprennent moins que leurs homologues masculins. Les raisons

²³ TEA : *Tasa de Actividad Emprendedora en etapa temprana* ou Taux d'Activité Entrepreneuriale désignant la part d'individus impliqués dans un processus entrepreneurial (entreprise naissante et jeune entreprise).

de cet écart entre homme et femme dans la démarche entrepreneuriale, comme nous allons le voir par la suite, sont multiples.

La *Ley de Emprendedores* qui a été votée en 2016 en Argentine, sous le gouvernement Macri, a pour objectif de faciliter le processus de création d'entreprise. Pour le Ministère du travail et de la production, cette loi vise à promouvoir le talent de tous les argentins en éliminant tous les obstacles qu'ils peuvent rencontrer. Grâce à diverses mesures, comme la possibilité de créer une entreprise en moins de 24 heures à moindre coût ou d'obtenir des réductions fiscales pour ceux qui investissent dans l'entrepreneuriat (« *Argentinos que invierten en argentinos* » d'après le site du Ministère de la production). Toutefois, la grande absente de cette loi se révèle être la question du genre, une nouvelle fois. Alors que l'on sait pertinemment qu'il est, dans des sociétés patriarcales, plus difficile pour une femme d'entreprendre que pour un homme, aucune mesure n'est créée concernant la facilitation de l'entrepreneuriat féminin. Cette absence montre bien la préoccupation toute relative du gouvernement pour la place de la femme dans le monde du travail, et particulièrement dans le processus entrepreneurial.

1. Les obstacles à la démarche entrepreneuriale féminine

De nombreux obstacles surgissent dans la démarche entrepreneuriale des femmes argentines. Elles sont généralement discriminées dans ce secteur du travail en raison de leur sexe, puisque dans l'imaginaire argentin, une femme n'a pas les capacités suffisantes pour créer sa propre entreprise. Le domaine de l'entrepreneuriat est historiquement masculin puisqu'il nécessiterait force et virilité. Comme le soulèvent Laura Marcela Lopez-Posada et Janeth Gonzalez-Rubio²⁴, plusieurs mythes et croyances ont empêché le développement de l'activité entrepreneuriale féminine. Parmi les plus fréquents, c'est le faible niveau d'étude des femmes (croyance en réalité erronée puisqu'il y a plus de femmes qui arrivent au bout de leurs études supérieures que d'hommes en Argentine actuellement), l'instabilité que représente une entreprise gérée par une femme, ou encore le manque d'ambition soit-disant propre au genre féminin, qui constituent des obstacles pour un entrepreneuriat réussi, viable et intéressant pour le capital.

²⁴ Laura M., LOPEZ-POSADA et Janeth, GONZALEZ-RUBIO, *Entrepreneurship y género: mitos y realidades de la mujer empresaria*, Revista FACCEA, 2015, p. 36-37.

Les stéréotypes de genre, historiques et omniprésents dans le monde du travail argentin, sévissent aussi dans l'entrepreneuriat. Ce sont souvent eux qui déterminent la place des femmes dans ce domaine du travail dans lequel elles se révèlent très sous-représentées.

Pour beaucoup de femmes, entreprendre demande aussi une restructuration de l'organisation familiale. Effectivement, le modèle argentin traditionnel de l'homme pourvoyeur de revenu et de la femme pourvoyeuse de soin et chargée du travail domestique ne peut réellement se maintenir dans le cas où une femme souhaite créer sa propre entreprise. Cela signifie des sacrifices dans la sphère privée familiale de la part des femmes entrepreneuses, qui risquent de remettre en cause la stabilité de leur foyer. Il est tout de même à noter que le schéma de construction sociale traditionnel est en pleine mutation dans le pays, puisque de nombreuses jeunes femmes vont à l'encontre de cette dernière, en poursuivant plus longtemps des études, en n'ayant pas toujours d'enfants et en ne se mariant plus systématiquement, comme le faisaient leurs aïeules.

2. Conception de l'entrepreneuriat selon les classes sociales : l'entrepreneuriat comme lutte contre la pauvreté

En 2010, en Amérique du Sud, le travail indépendant totalisait environ 20% des travailleurs de la région (INDEC, 2010). Il est toutefois plus difficile de trouver un chiffre fiable concernant l'Argentine ; en raison du manque de ressources statistiques sur cette catégorie de travail qui oscille bien souvent entre formalité et informalité. Il est donc difficile de comptabiliser le nombre de travailleurs indépendants ou à leur compte. Dans ce contexte, il devient encore plus complexe de trouver des données fiables concernant l'entrepreneuriat féminin.

Pour aborder l'entrepreneuriat féminin en Argentine, j'ai choisi de me concentrer sur la démarche entrepreneuriale de femmes issues de classes défavorisées pour qui l'entrepreneuriat est la seule issue à la pauvreté.

La plus grande participation des femmes au monde du travail a contribué de manière très significative à la diminution de la pauvreté. Dans un contexte de crise économique mondiale, l'initiative entrepreneuriale constitue une solution, notamment face aux taux très élevés de

chômage. C'est dans cette perspective que bien souvent, de nombreuses femmes décident de créer leur entreprise.

Il est évident que les entrepreneuses issues de classes populaires défavorisées ne débute pas leur activité entrepreneuriale avec les mêmes moyens que les entrepreneuses « par opportunité ». Elles rencontrent encore plus de difficultés du fait de leurs milieu social, notamment pour obtenir des crédits, accéder à la technologie, être visible.

3. Entrepreneuriat et informalité : invisibilisation des femmes

Le travail indépendant ou à son compte est particulièrement présent dans l'économie informelle. En effet, de nombreuses PyMEs²⁵ ne sont pas enregistrées par l'Etat et ne payent donc pas de cotisations. Cela entraîne de fait l'absence de protection sociale pour les femmes, les cantonnant dans un monde du travail précaire et non sécurisé.

L'entrepreneuriat englobe différents types de travail. Dans certains cas, l'entrepreneuriat dit « déguisé » cache en réalité des emplois dépendants qui ne bénéficient d'aucune protection sociale dans le but de limiter les dépenses des « employeurs » et renforçant la précarité de supposés travailleurs indépendants.

Comme nous avons pu le voir précédemment, en ce qui concerne le *care*, une grande partie des travailleuses domestiques sont à leur compte, souvent poussées vers l'auto-entrepreneuriat par l'État et ses politiques publiques. Toutefois, elles sont nombreuses à s'insérer dans l'informalité complète en pratiquant un entrepreneuriat non déclaré et sans perspectives d'évolution.

En Argentine, la plupart des petites entreprises sont étroitement liées à la famille, et donc à la sphère privée. C'est particulièrement le cas dans les PyMEs de la petite agriculture familiale. On pourrait alors penser que dans ce contexte-ci les femmes accèdent plus facilement à l'entrepreneuriat, notamment par l'héritage au sein de la famille. Ce n'est malheureusement que peu souvent le cas, puisque les femmes sont en grande partie exclues de la propriété et distribution de la terre en raison des préférences masculines pour ce domaine et de l'affectation traditionnelle des femmes au travail reproductif.

²⁵ PyMEs : Pequeñas y medianas empresas.

4. *L'économie sociale et solidaire*

a. *Économie sociale et solidaire : vers une économie alternative ?*

L'économie sociale et solidaire (ESS) s'est construite en réponse à la crise socio-économique qui frappe l'Argentine depuis plus de deux décennies maintenant. Ce type d'économie alternative s'est développé pour contrer l'exclusion des classes sociales défavorisées et des travailleurs précaires de plus en plus pauvres dans le système d'économie mondialisée.

L'économie sociale et solidaire est ainsi perçue comme un paradigme alternatif à l'économie de marché ; en bref une économie alternative en développement. Mais une alternative à quoi ? Elle se développe à contre-courant des grands principes de l'économie capitaliste tels que les inégalités structurelles inhérentes au marché du travail conditionné par le néo-libéralisme, l'individualisme à outrance ainsi que la destruction massive de l'environnement au profit du capitalisme. Selon le pays, l'ESS naît ou renaît ; c'est dans le deuxième cas que se trouve l'Argentine, puisque depuis les années 1960-1970 le concept s'est développé ; notamment à travers la récupération d'entreprises par les travailleurs ou la création de coopératives de travailleurs précaires. Malgré tout, il est encore difficile de définir précisément ce système qui est encore sujet à de nombreuses discussions. Malgré son nom, l'ESS ne se réduit pas au seul domaine de l'économie, elle constitue une voie vers une société différente. Toutefois, il semble évident qu'elle constitue, avant toute chose, une démarche politique qui va à l'encontre du système économique mondial néo-libéral. C'est un processus d'inclusion et de solidarité entre tous les citoyens. Et c'est dans l'économie sociale et solidaire que l'on retrouve des innovations fondamentales et des initiatives collectives qui contribuent à améliorer considérablement la qualité de vie des individus.

L'économie sociale et solidaire peut se traduire à travers plusieurs types d'activité et recouvre des formes multiples : la récupération d'entreprises par des travailleurs, le micro-entrepreneuriat familial ou communautaire, la création de coopératives, la mise en place de réseaux commerciaux justes et solidaires, le micro-crédit, l'action de syndicats de travailleurs, la création d'espaces d'échange, le troc, et bien d'autres encore.

L'ESS exige une redistribution du capital national argentin afin de répondre aux problèmes urgents que rencontre la population, pour résoudre les inégalités flagrantes parmi lesquelles la pauvreté croissante ou les discriminations raciales et de genre. C'est pourquoi ce système

économique ne passe pas uniquement par le milieu du travail mais plutôt par la sphère publique dans sa totalité ; notamment en investissant l'espace public pour réclamer la construction d'un système plus juste et plus égalitaire.

Les expériences d'économie sociale et solidaire ne doivent pas se penser uniquement dans les régions rurales, généralement reculées et oubliées des politiques publiques. Effectivement, on peut constater la présence de coopératives de recyclage dans la zone du Grand Buenos Aires, au sein desquelles les femmes sont particulièrement actives. Par leur organisation horizontale et l'autogestion du travail, ces coopératives à visée écologique s'inscrivent parfaitement dans l'économie sociale et solidaire. En accord avec le gouvernement de la ville de Buenos Aires, ces coopératives (dont le but n'est pas le bénéfice à tout prix) sont devenues les principales responsables de la gestion des déchets recyclables et leur action est reconnue de santé publique²⁶. Dans ces structures intégrées à l'économie sociale et solidaire, il est intéressant de comprendre comment s'articulent les rapports de genre ; puisque celles-ci représentent la volonté de mettre en place un système économique et social alternatif juste et égalitaire, les discriminations sexuelles ne devraient plus exister. Mais est-ce vraiment le cas ? En réalité, au sein de ces coopératives, les tâches de sensibilisation, de transmission du savoir, ou encore de soin sont souvent assignées à des femmes ; et ce malgré la politique horizontale menée dans ce type de structure.

b. Le cas des Warmi

L'entrepreneuriat social et solidaire touche particulièrement des individus issus de communautés indigènes, souvent dans un contexte de grande pauvreté. Face aux discriminations, les femmes indigènes sont doublement victimes par rapport aux femmes blanches. Depuis plusieurs décennies maintenant, les gouvernements successifs se sont peu à peu intéressés aux communautés indigènes qui étaient jusqu'alors exclues de la société argentine. À travers diverses mesures, ils ont tenté de les rattacher au développement social et économique argentin ; de façon plus ou moins réussie et sans vraiment consulter ces communautés sur leurs désirs et volonté. Le Fonds de Développement des Nations Unies pour la Femme²⁷ s'est donné pour objectif l'*empowerment* économique de groupes de femmes indigènes grâce à de nombreuses alternatives afin d'éradiquer la pauvreté et de développer des

²⁶ Verónica v. PURICELLI, Sofía RODRIGUEZ ARDAYA, *Mujeres, cooperativas y economía social. Un análisis etnográfico sobre mujeres recuperadoras en el área metropolitana de Buenos Aires, Argentina (AMBA) con perspectiva de género*, Revista SaberEs, 2018, p. 4.

²⁷ Fonds de Développement des Nations Unies pour la Femme : UNIFEM.

initiatives collectives²⁸. Là encore le concept d'intersectionnalité constitue une clé analytique indispensable, puisque s'articulent des rapports de genre, de classe et de race, pour conduire à l'intégration des peuples indigènes, processus au cours duquel la femme se révèle être une actrice clé.

Dans ce contexte d'entrepreneuriat féminin indigène, on peut relever l'exemple intéressant des Warmi. C'est dans les hautes vallées du nord de l'Argentine (province du Jujuy), à Abra Pampa, qu'est née l'association *Warmi Sayajsungo*²⁹ en 1995, à l'initiative de Rosario Quispe, issue de l'ethnie *kolla*. C'est pour tenter d'endiguer le phénomène d'exode rural dû au contexte économique très tendu des années 1990, que huit femmes issues de secteurs professionnels très divers (dont Rosario Quispe, l'initiatrice) ont commencé à créer un espace d'échange et d'entraide pour sortir de la pauvreté et évoluer. Elles ont très rapidement développé un système de micro-crédit pour soutenir et encourager les initiatives locales et les projets productifs. Grâce à cette association, les locaux peuvent accéder à différentes formations dans de nombreux domaines (tourisme, informatique, langues, artisanat, agriculture) afin de favoriser la création de petites entreprises financées de façon solidaire. Ce n'est pas un simple entrepreneuriat social mais une réelle démarche d'organisation et d'entraide communautaire, qui a aussi pour objectif de sauvegarder la culture et les savoir-faire ancestraux. En 2018, plus de 6.000 familles participaient activement à ces programmes et projets, dans pas moins de 73 communautés de la Puna. Rosario Quispe a même été à l'origine de la création de la première université de la Puna qui a ouvert ses portes en 2011. Grâce à la détermination de Rosario Quispe, l'association *Warmi Sayajsungo* a obtenu le soutien de personnalités et grands chefs d'entreprises argentine et s'est imposée comme une ONG reconnue pour son utilité et son appui à de petits projets entrepreneuriaux, dans une zone jusqu'alors économiquement sinistrée. Ainsi, à l'origine de huit femmes, c'est tout un projet communautaire qui s'est développé et qui prône l'égalité des chances et la solidarité.

« *Desde el corazón de la pachamama, madre tierra, las warmis queremos compartir nuestros sueños y esperanzas* »

Rosario Quispe

²⁸ Gloria MORA GUERRERO, Daniela MELI FERNÁNDEZ, Pilar ASTETE RAMOS, *Empoderamiento y demanda de autogestión. Estudio comparativo de emprendimientos de mujeres indígenas*, Revista Sophia Austral, 2018, p.45.

²⁹ *Warmi Sayajsungo* signifie « femmes persévérantes » en quechua.

III. L'émancipation des femmes par le travail ?

L'émancipation est définie comme : l'« action de s'affranchir d'un lien, d'une entrave, d'un état de dépendance, d'une domination, d'un préjugé »³⁰. Les différents modes de résistance des Argentines pour mettre fin à la domination masculine s'inscrivent clairement dans un processus d'émancipation des entraves imposées par la société patriarcale et machiste.

Il y a plusieurs enjeux et niveaux pour permettre aux femmes argentines d'accéder à l'émancipation : tout d'abord l'acquisition d'une autonomie physique qui englobe notamment le droit de disposer de son corps, de la reproduction ainsi que d'avoir une vie exempte de violence. Il y a ensuite l'autonomie économique qui suppose l'égalité des sexes, un meilleur accès au marché du travail pour les femmes et la fin des discriminations professionnelles à leur encontre. Enfin, dernier niveau d'émancipation, l'autonomie dans le pouvoir décisionnel qui doit aller de pair avec une meilleure représentation des femmes dans les « hautes sphères » et la mise en place de politiques publiques en accord avec l'égalité entre les hommes et les femmes. Ces trois axes conduisent idéalement à l'autonomie effective des femmes. Ils sont indissociables et doivent se penser en interdépendance. L'émancipation, ou *empowerment*, des femmes est devenu l'un des enjeux du développement

Le concept d'*empowerment* est apparu au cours des années 1980, notamment pour dénoncer les conséquences particulièrement désastreuses des politiques économiques néo-libérales sur les hommes et surtout les femmes des pays du Sud. D'un point de vue du genre, il doit se penser dans une perspective multidimensionnelle. Pour reprendre les mots d'Agnès Adjamagbo et d'Anne-Emmanuèle Calvès, *l'empowerment* en Amérique latine, et en Argentine peut se définir de la façon suivante :

³⁰ Définition issue du Larousse.

« Pour les féministes du Sud, le renforcement du pouvoir des femmes ne passe pas uniquement par l'autonomie économique et la satisfaction de leurs besoins fondamentaux – ceux qui touchent à la survie – mais par une transformation radicale des structures économiques, politiques, légales et sociales qui perpétuent la domination selon le genre, l'origine ethnique et la classe, et empêchent la satisfaction de leurs besoins stratégiques – ceux qui ont trait à l'établissement de relations égalitaires dans la société. »

L'émancipation féminine sous contrainte, Agnès Adjamagbo et Anne-Emmanuèle Calvès

L'*empowerment* est ambivalent parce qu'il est souvent instrumentalisé par la doctrine néo-libérale pour convaincre les femmes qu'à travers le travail, même précaire et sous-payé, elles acquièrent des droits ; ce qui relève plus, en réalité, de leur exploitation par le néo-libéralisme.

L'*empowerment* des femmes fait partie des huit Objectifs du Millénaire pour le Développement de l'ONU. Mais n'est-ce pas un peu hypocrite de la part de certains états membres de prôner dans cette enceinte l'égalité alors qu'ils permettent et favorisent l'oppression des femmes dans leurs propres pays ? L'émancipation de la femme passe essentiellement par un profond changement des idéologies libérales dominantes.

La portée émancipatrice du travail sur les femmes du Sud est sujette à de nombreux débats. Elle est différente selon les pays et situations vécues par les femmes, dans des contextes socio-économiques spécifiques. En ce qui concerne l'Argentine, il est indispensable de prendre en compte l'histoire du pays mais aussi d'analyser les luttes de femmes en cours, qui modifient le paysage politique et social. Questionner l'émancipation en Argentine révèle des inégalités jusque-là invisibles et crée de nouvelles zones de tensions.

L'imagination, la ressource et la créativité des femmes pour survivre et s'opposer aux dominations machistes ne sont ni nouvelles ni à prouver. Que ce soit à Buenos Aires où les femmes s'organisent pour la collecte et le recyclage des déchets, ou dans le Jujuy où des femmes indigènes ont mis en place de nombreux systèmes de subsistance (micro-crédit, coopérative, syndicats, etc.) ; les femmes font preuve d'une détermination indéfectible pour survivre face au patriarcat et à la mondialisation.

A. L'entrepreneuriat comme facteur d'émancipation pour les femmes ?

1. Lutter contre la pauvreté, pour l'autonomie et l'indépendance

Comme nous l'avons déjà énoncé à plusieurs reprises au fil de ce mémoire, les argentines sont entrées, souvent sans perspectives d'affranchissement, sur le marché du travail afin de pallier les effets de la sévère crise économique qui s'est directement répercutée sur leur famille. Pour la plupart des femmes des classes pauvres, ce n'est pas le résultat d'une prise de conscience féministe, ni un choix ou une opportunité. Elles ont investi, contraintes, les espaces professionnels les plus précaires, informels et sous rémunérés, parce qu'il s'agissait d'une lutte pour la survie. Elles sont restées cantonnées, lorsqu'elles trouvaient un travail, dans des secteurs genrés, a priori féminins, le plus souvent dans le domaine du *care*. Comme tout au long de ce travail, nous nous centrons principalement sur l'entrepreneuriat comme lutte contre la pauvreté. Dans le contexte d'économie mondialisée et de précarisation du marché du travail, les femmes pauvres oubliées des politiques publiques, n'ont eu d'autre choix que de se tourner vers l'entrepreneuriat souvent relié à l'économie sociale et solidaire ou au *care*. Il est important de distinguer l'entrepreneuriat par opportunité de l'entrepreneuriat pour la survie, car tous deux n'ont pas les mêmes enjeux, ni les mêmes objectifs émancipateurs.

Grâce à des démarches collectives, directement initiées par les femmes en situation de précarité, le micro-entrepreneuriat et le petit entrepreneuriat familial ont permis à de nombreuses femmes de sortir d'une situation d'extrême pauvreté et de développer un négoce qui leur appartient. Créer et diriger une entreprise, aussi petite soit-elle, constitue pour ces femmes une ouverture sur le monde. Cela entraîne un cheminement personnel subjectif qui leur permet de prendre conscience de leur valeur, d'avoir confiance en elles et donc de conduire à un début d'émancipation. Les femmes comprennent qu'elles ne sont pas obligatoirement dépendantes des hommes, dès lors qu'elles apportent un revenu au foyer, elles peuvent avoir leur mot à dire dans la gestion de celui-ci.

2. Sortir du rôle reproducteur

Entrer sur le marché du travail a été un moyen pour les femmes de sortir de la sphère privée et du foyer. Apporter un revenu supplémentaire, et parfois même unique, à la famille a permis de redéfinir les contours de la division sexuelle du travail à la fois rémunéré et non

rémunéré. La femme ne se réduit alors plus à la maternité ni à son corps ; elle intègre le monde du travail et, bien qu'elle en subisse les discriminations, elle s'affirme au sein de celui-ci et en devient indispensable.

La contribution financière de la femme au foyer, parfois plus important que celle de l'homme, contribue aussi à redessiner les rapports de pouvoir au sein du couple ; elle légitime le statut de la femme.

Elles s'affirment en tant que femmes grâce à l'entrepreneuriat et plus uniquement en tant que mères. La maternité n'est aujourd'hui plus l'unique et idéal objectif imposé des femmes argentines.

3. L'impact positif du travail rémunéré des femmes sur la famille

En sortant du rôle reproducteur qui leur est assigné pour aller chercher un emploi, aussi mal payé et mal considéré soit-il, l'impact sur la famille et son organisation est très important.

Grâce au travail rémunéré, les femmes acquièrent une identité et une reconnaissance sociale. C'est à travers lui, qu'elles se font une place dans la société. Même si celle-ci n'est pas toujours satisfaisante à leur émancipation, elle constitue un premier pas vers l'*empowerment*. Au sein du foyer, lorsque les femmes rapportent un revenu, elles sont perçues différemment : l'homme n'est plus l'unique pourvoyeur de ressource. Elles acquièrent peu à peu un statut social autonome et s'affirment au sein du foyer, statut renforcé lorsque les femmes sont cheffes de famille monoparentale et donc unique source de revenu pour la famille. Les programmes et formations mis en place, notamment dans le secteur du *care*, permettent un certain *empowerment*, une prise de conscience de leur valeur de la part des femmes qui s'insèrent dans ces programmes grâce à des rencontres et échanges avec d'autres femmes qu'elles ne se permettraient pas auparavant. Elles prennent conscience de leur participation à l'économie en dehors du rôle uniquement domestique qui leur est habituellement assigné et cela a un effet bénéfique sur le bien-être de l'ensemble du foyer.

Souvent, lorsque les femmes débutent une activité entrepreneuriale, celle-ci se transforme rapidement en activité familiale au sein de laquelle des membres de la famille participent activement pour développer l'entreprise. De même, l'apport financier des femmes est directement réinvesti pour le bien-être de la famille, l'accès à l'éducation, à la santé, etc. Ainsi

le travail rémunéré des femmes contribue directement à l'amélioration des conditions de vie au sein du foyer. Ce n'est pas toujours le cas du revenu apporté par les hommes.

B. « L'émancipation féminines sous contrainte »³¹

1. Les femmes dans l'histoire de l'Argentine : un oubli volontaire ?

Comment accéder à l'émancipation face à l'invisibilisation des femmes dans l'histoire du pays ? Comment se construire en tant que femme indépendante en l'absence de repères féminins dans l'histoire ?

Effectivement, les femmes ont été sciemment gommées de l'histoire officielle, qu'elles soient écrivaines, artistes, philosophes ou historiennes. Dans les manuels d'histoire et les programmes de littérature, peu de femmes sont étudiées malgré leur présence et actions bien réelles dans la société. On ne se souvient que peu du rôle important des femmes dans les luttes syndicales du XIXe siècle en Argentine, dans les luttes révolutionnaires, ou encore la résistance des femmes contre la dictature argentine et leurs luttes pour les droits de l'Homme. Il y a un gommage systématique de leur intervention historique dans les luttes et grands moments qu'a traversé le pays.

Ainsi, en Argentine, on préfère se souvenir de Julio Cortázar, Che Guevara, Diego Maradona, Juan Perón ou encore Jorge Borges. Finalement, le pays se soucie bien peu d'effacer la scientifique Rebeca Gerchman, pionnière dans la biochimie ; Julieta Lanteri, sixième femme à devenir médecin à une époque où cette profession était encore exclusivement réservée aux hommes ; la mystérieuse sculptrice Lola Mora, complètement gommée de l'histoire de l'art du pays ; et bien d'autres encore telles que Alicia Moreau de Justo, Alfonsina Storni, Luisa Valenzuela, Martha Rosenberg.

³¹ Agnès ADJAMAGBO, Anne-Emmanuèle CALVES, *L'émancipation féminine sous contrainte*, Autrepart, 2012, p.3.

2. L'absence des femmes des cercles de pouvoir

L'Argentine est un terrain d'étude complexe en ce qui concerne les recherches sur le genre. Il existe de nombreux paradoxes sur l'émancipation des femmes et l'égalité entre les hommes et les femmes qui soulèvent bien des questions pour les chercheurs et féministes.

Comme nous l'avons déjà constaté auparavant, le pays a vu élire des femmes cheffes de la Nation sans pour autant qu'il y ait de réelles avancées de la place des femmes au sein de la société argentine. Il convient donc de remettre en question le postulat selon lequel une femme élue à la tête d'un pays serait plus encline à mettre en place des politiques publiques adaptées à la condition des femmes. Il semblerait plutôt que les femmes accédant à des hautes fonctions, au sein du gouvernement ou de quelques grandes entreprises, réussissent car elles se font une place dans un monde des hommes, contrôlé et régi par ceux-ci. Elles s'adaptent au milieu masculin en agissant de la même façon que ces derniers et sans remettre en question le modèle hégémonique en place. Ainsi, bien que pionnière dans l'accès des femmes aux hautes fonctions de la Nation, l'Argentine n'a que peu mis en place des politiques de réduction des inégalités de genre, de classe et de race. Effectivement, si quelques femmes ont réussi à s'imposer dans cette société machiste, elles ont généralement pour point commun l'avantage d'être éduquées et issues de classes sociales aisées et même très aisées. Elles ont réussi, individuellement, à briser le plafond de verre et c'est peut-être là que se trouve la raison à l'absence d'avancées pour les droits des femmes et à la violence toujours grandissante à leur encontre. Le système néo-libéral en place favorise l'individualisme et tente par tous les moyens de détruire les initiatives collectives alternatives qui conduiraient à la fin de l'exploitation et de l'assujettissement des femmes. Ainsi malgré l'accès réservé à une petite minorité de femmes aux cercles de prise de décision, créé et dirigé par les hommes, il n'y a que peu d'initiatives politiques pour accélérer le processus d'émancipation de la majorité de femmes.

3. La problématique des entrepreneuses face au manque de politiques publiques

Les stéréotypes persistent durement puisque les femmes restent largement victimes de leur assignation prioritaire à la sphère domestique. Ainsi, bien qu'elles sortent de la sphère privée domestique, les femmes accèdent très souvent à l'auto-entrepreneuriat dans des domaines directement liés au *care*.

Afin de permettre aux Argentines de sortir du rôle de pourvoyeuse de soin qui leur est culturellement assigné, il est nécessaire de mettre en place des mesures fortes, en accord avec la réalité de ces femmes. Afin d'être sereines dans leur travail, les femmes ont besoin d'être soutenues, d'une part par leur conjoint grâce à une meilleure répartition des tâches domestiques au sein du foyer, d'autre part à l'aide de politiques publiques qui mettraient en place des programmes d'aides familiales (garderies, crèches, ateliers, etc.).

La tendance montre que les femmes sont de plus en plus nombreuses dans ce secteur mais elles sont victimes de pression et d'obstacles liés à leur condition féminine. Elles sont toujours considérées à travers leurs corps et les stéréotypes selon lesquelles elles seraient trop douces, instables ou encore sensibles. Ces stéréotypes qui leur collent à la peau ont un impact direct sur leur activité entrepreneuriale. Les établissements financiers vont se sentir en danger à l'idée de prêter de l'argent à une femme, c'est un risque que peu d'entre eux acceptent de prendre. En 2019, plus de 70% des entrepreneuses avaient des difficultés pour obtenir un financement³². C'est donc en partie grâce au micro-crédit et au crédit solidaire que les femmes réussissent à entreprendre et innover, sans être considérées comme des risques pour l'investissement.

Ainsi, pour permettre aux argentines de sortir de leur rôle maternel et de s'épanouir professionnellement et indépendamment de la famille, il serait intéressant de concevoir et d'encourager des programmes de formations spécifiques pour les entrepreneuses afin de les familiariser avec le monde de l'entreprise, que beaucoup n'ont pas eu l'opportunité de côtoyer. De même que des programmes d'aides familiales et d'éducation sont indispensables pour permettre à des mères de famille de créer leur propre entreprise sans avoir à s'inquiéter pour leurs enfants et sans reproduire le schéma traditionnel imposé.

4. Les limites de l'Economie Sociale et Solidaire

Le modèle de l'économie sociale et solidaire se révèle lui aussi ambivalent. S'il permet à des femmes pauvres et exclues de s'organiser collectivement, d'entreprendre grâce aux micro-crédits et de créer des petites entreprises solidaires afin de survivre et de sortir de la pauvreté ; il a un penchant plus obscur. Sous le regard critique acéré de Jules Falquet, les modèles du micro-crédit et du micro-entrepreneuriat, largement valorisés et mis en avant par les institutions

³² Ines ARRIBILLAGA, *Mujeres emprendedoras contra los condicionamientos*, Emprendedoras en red, 07/05/2019.

internationales telles que l'ONU, semblent être des prétextes pour rattacher à la mondialisation les femmes pauvres qui se trouvent en dehors du système néo-libéral³³. Cette voie alternative, lorsqu'elle est institutionnalisée à outrance, montre alors ses limites. Vu sous l'angle du micro-endettement, le micro-crédit n'a plus rien d'émancipateur ; bien au contraire il constitue un leurre au profit de la mondialisation et contribue à l'appauvrissement des femmes provenant de classes déjà défavorisées. Le sexisme, malheureusement, sévit lui aussi parmi les mouvements alternatifs qui se lèvent contre le système mondial actuel. Au nom du développement mondial, les grandes institutions internationales ont permis de justifier les différentes formes d'exploitation des femmes ; tout en prétextant vouloir réduire les inégalités de genre, de classe et de race, elles n'ont fait que les renforcer.

5. L'instrumentalisation du concept d'*empowerment*

Institutions internationales et gouvernements s'appuient ouvertement sur le désir des femmes d'être intégrées à l'économie et au marché du travail, pour justifier le néo-libéralisme et de ce fait, renforcer leur assujettissement. Cela traduit une grande hypocrisie, que de faire croire aux femmes que grâce au néo-libéralisme, elles vont réussir à s'insérer dans le monde du travail et par leur présence renforcée réduire les inégalités entre les hommes et les femmes pour mener à la justice sociale. En réalité, le système économique mondialisé a forcé les femmes à pénétrer dans la sphère professionnelle en se servant de leur « force de travail secondaire » pour les exploiter.

Finalement, le travail, initialement perçu comme un facteur émancipateur de premier ordre pour les femmes ne constitue qu'une émancipation partielle comme le souligne Ricardo Antunes³⁴. L'utilisation et la transformation de revendications, à l'origine féministes, par les acteurs du néo-libéralisme ne font que renforcer l'exploitation professionnelle et personnelle des femmes, en les cantonnant dans des secteurs dits « féminins » et en ne leur laissant pas accéder aux fonctions rémunératrices, sources de reconnaissance. Dans la continuité de ce schéma, les femmes restent aussi majoritaires à effectuer les tâches domestiques et de soin, subissant encore et toujours la *double journée de travail* et la domination des hommes.

³³ Jules FALQUET, *De gré ou de force. Les femmes dans la mondialisation*, La Dispute, Collection « Le genre du monde », 2008, p. 124.

³⁴ Ricardo Antunes, *Los sentidos del Trabajo. Ensayo sobre la afirmación y la negación del trabajo*, Buenos Aires, Herramienta Ediciones, 2005, p. 100.

6. L'émancipation par le travail : « une idée de riches » ?

La notion d'émancipation n'est pas la même pour toutes les femmes argentines. Pour les femmes blanches provenant de classes aisées, grâce à l'éducation notamment, l'accès au travail est un moyen d'émancipation efficace qui permet une existence sociale et la reconnaissance professionnelle. Il s'agit souvent d'un processus individuel, centré sur une minorité. Mais à la question du genre, s'ajoute celle de la classe et de la race. Contrairement à ces femmes, pour qui l'accès au travail est progressivement accepté par les hommes ; pour les femmes noires ou de différentes ethnies les portes du secteur formel de l'emploi restent souvent fermées. Il en va de même dès lors que l'on rajoute le facteur de classe, qui renforce encore les inégalités.

Les nombreuses initiatives des femmes issues des classes pauvres sont, dans un premier temps, destinées à résoudre les problèmes quotidiens de survie des familles. Dès lors que les femmes s'organisent collectivement, dans le monde du travail et dans la sphère publique, elles prennent conscience de leur condition et des changements qu'elles doivent y apporter. Dans un second temps, ces modes de fonctionnement peuvent se considérer comme émancipateurs et féministes, grâce à l'action conjointe d'associations, de coopératives, d'organismes. Elles font entendre leur voix et sensibilisent la population aux inégalités latentes qu'elles subissent. C'est grâce à la construction collective que les femmes prennent conscience de leur pouvoir et de leurs moyens de pression ; car la créativité et l'imagination dont elles font preuve mettent à mal les structures en place qui les exploitent.

Pour bell hooks³⁵, écrivaine et militante afroféministe : « Les femmes pauvres et de la classe ouvrière savaient de par leur expérience de travailleuses que le travail n'était ni émancipateur ni épanouissant – qu'il s'agissait surtout d'une forme d'exploitation et de déshumanisation ». Le travail comme facteur émancipatoire a largement été pensé par des féministes occidentales, souvent issues de classes moyennes et blanches, pour qui l'accès au travail signifiait l'accès à un travail décent et bien payé ; alors bien loin des réalités des femmes des pays du Sud provenant de classes pauvres et ouvrières, pour lesquelles le travail n'était pas une opportunité mais une obligation.

³⁵ Son nom emploie des initiales minuscules, ce qui compte pour elle est la « substance des livres, pas ce que je suis ».

L'émancipation des femmes provenant des milieux favorisés constitue aujourd'hui un vrai problème puisqu'elle s'opère souvent au détriment des femmes issues des milieux pauvres. Elles sont nombreuses à faire appel à des travailleuses domestiques sous payées pour s'occuper de leur foyer. Dans ce contexte, l'émancipation des unes encourage l'exploitation des autres. Il conviendrait plutôt à ces femmes « favorisées » de soutenir celles qui ne le sont pas ; notamment en leur proposant des emplois formels et justement rémunérés. Ce dont ont besoin les femmes du sud, quelles que soient leur classe et leur race, c'est d'engager un processus collectif. Elles ne doivent non pas faire preuve de fraternité mais de sororité ; pour construire un pont d'entraide et de solidarité entre toutes les femmes.

Plus que jamais, le travail et l'émancipation doivent se penser à partir d'une perspective intersectionnelle afin de ne laisser personne de côté, ni femmes noires, ni femmes blanches issues de la classe ouvrière, etc. Il n'y a pas de hiérarchie entre racisme, sexisme et exploitation économique ; tous doivent être traités en même temps et au même niveau afin de mettre fin à ces discriminations de façon définitive. Il ne doit pas y avoir d'obstacles aux alliances entre les luttes de genre, de classe et de race pour pouvoir agir sur un seul front grâce à la fusion des luttes.

Il faut donc prendre du recul et envisager de nombreux cas de femmes qui se révèlent souvent singuliers, afin de ne pas tomber dans une vision bourgeoise de l'émancipation. Il est aussi nécessaire d'avoir une vision objective sur le double discours des institutions internationales qui, en soutenant la mondialisation, renforcent l'exclusion des femmes de la société et des lieux de pouvoir et de décision.

L'émancipation des femmes est donc un processus ambivalent, qui doit aller de pair avec la fin des discriminations raciales et de classes. Sans cela, point d'émancipation. Il s'agit donc de remettre en cause le système néo-libéral en place, pensé par les « élites masculines blanches ».

CONCLUSION

Dès le début de ce travail de recherche, j'ai choisi de me centrer sur une partie de la population féminine argentine : les femmes des classes défavorisées. Celles qui, par contraste avec les plus diplômées, les plus urbaines aussi, luttent quotidiennement pour la survie de leur famille.

La participation de ces femmes au marché du travail en Argentine revêt de nombreuses formes et révèle encore beaucoup d'inégalités, de discriminations. Depuis très longtemps, elles concilient travail rémunéré et travail non rémunéré tant dans le secteur formel comme informel de l'emploi ; constituant ainsi un pilier indéniable et une force de travail essentielle à l'économie néo-libérale en place.

Pour ces femmes, l'émancipation n'est pas le premier objectif : ce sont la pauvreté et la lutte pour la survie qui les conduisent à s'insérer dans le monde du travail. Pour comprendre leurs trajectoires de vie, privée et publique il faut resituer leur place dans le contexte historique du pays et s'attarder sur la longue tradition des luttes des femmes argentines. Depuis le XIX^e siècle, leurs modes de résistance se multiplient et les femmes s'organisent collectivement pour faire entendre leur voix.

Malgré plusieurs grandes vagues de mobilisation, les droits des femmes ne progressent pas et elles restent victimes de discrimination tant dans la sphère publique que privée. Les violences faites aux femmes, les féminicides et les viols, la difficulté d'accès à l'emploi, leur présence massive dans le marché informel du travail, les écarts de rémunération, les discriminations qu'elles subissent au quotidien témoignent du manque de préoccupation et d'investissement de la part de l'Etat argentin. Les programmes internationaux élaborés par l'ONU, pour l'avancée des droits des femmes n'ont pas de résonance auprès des gouvernements latino-américains qui ne prennent pas de mesures concrètes pour mettre en œuvre l'*empowerment* des femmes.

Bien que les femmes issues des classes les plus précaires n'entrent dans le marché du travail et l'entrepreneuriat ni par choix ni par opportunité, il n'en reste pas moins que grâce à cette insertion dans la sphère publique, elles acquièrent un indéniable statut social et redessine

les contours de la société argentine, traditionnellement patriarcale. Ainsi pour Agnès Adjamagbo et Anne-Emmanuèle Calvès : « [...] si l'émancipation n'est pas nécessairement le résultat d'un choix délibéré (c'est-à-dire lorsque l'enjeu premier est de sortir d'une condition matérielle ou morale insoutenable), elle n'en demeure pas moins réelle »³⁶. Cela signifie donc que les femmes s'émancipent malgré elles, ce qui ne constitue pas leur objectif premier mais les conduit toutefois à une prise de conscience sur leur condition de femmes.

Le chemin des femmes vers l'*empowerment* en Argentine constitue un terrain d'étude central pour analyser les enjeux de pouvoir entre les hommes et les femmes : pour de nombreux argentins, l'émancipation de la femme est un danger pour leur propre statut. L'égalité entre les hommes et les femmes dans le pays passe par une déconstruction complète du système hégémonique : le patriarcat, qui reste un des plus grands obstacles à l'émancipation des femmes. Comment accéder à l'égalité sans remettre en question les fondements et l'origine de ce système d'oppression ? Comment mettre en place des mesures adaptées aux réalités auxquelles sont confrontées les femmes, sans même les consulter et les faire participer à leurs élaborations ? Il ne s'agit finalement pas d'intégrer les femmes à un monde masculin mais de reconstruire des bases plus saines et équitables qui prennent en compte les femmes.

Les nouvelles opportunités qui s'ouvrent aux femmes ou qu'elles se créent, font également apparaître de nouvelles tensions et contraintes au sein même du genre. Effectivement, l'accès de certaines femmes au marché du travail est facilité grâce à l'exploitation toujours plus importante d'autres femmes, toujours plus pauvres et moins considérées par la société. Ainsi, l'émancipation des unes conduit à l'exploitation des autres ; et c'est là l'un des paradoxes de l'émancipation de la femme, en Argentine comme ailleurs. L'intersectionnalité se révèle transversale aux discriminations et inégalités subies par les femmes. Il s'agit donc de penser et construire un univers sans frontières basées sur le genre, ni la classe ou la race.

Tout au long de ce mémoire, j'ai été amenée à remettre en question certaines perspectives à partir desquelles j'avais débuté mes recherches. Grâce à de nombreux ouvrages de spécialistes du genre dans les pays du Sud, j'ai peu à peu appris à me détacher de mon regard « eurocentré » qui ne me permettait pas toujours d'être objective et réaliste quant à la situation

³⁶ Agnès, ADJAMAGBO, Anne-Emmanuèle, CALVES, *L'émancipation féminine sous contrainte*, Revue Autrepart, 2012, p. 17.

des femmes en Argentine. De même, j'avais débuté mes recherches à partir d'un postulat : il me semblait évident que le travail était un facteur d'émancipation pour les femmes quelles que soient leurs classes sociales d'origine ou leur race. Toutefois, j'ai vite mis en doute ce présupposé afin d'adopter une perspective différente sur le travail et son caractère émancipateur.

L'accès au travail des femmes défavorisées, qui créent leurs entreprises pour sortir de la pauvreté est bien sûr un premier pas vers l'autonomie. Mais lorsqu'il n'est pas un choix et résulte uniquement d'une contrainte économique destinée à assurer la survie familiale, il reste encore beaucoup de chemin à parcourir pour accéder à l'émancipation. Ceci nous ramène à la pensée de Karl Marx : « Le domaine de la liberté commence là où s'arrête le travail déterminé par la nécessité » (1867). C'est le cas pour toutes les femmes qui exercent des métiers difficiles, dévalorisés, sous-qualifiés et peu rémunérateurs.

L'avenir du pays semble aujourd'hui incertain. Le tout récent revers électoral du chef de la Nation, Mauricio Macri, aux primaires du 11 août a plongé l'Argentine dans le doute. Le ministre des finances a démissionné en pleine crise économique marquée par une chute vertigineuse du peso argentin. Alors qu'il brigue un nouveau mandat présidentiel, dont le scrutin a lieu au mois d'octobre, Macri semble désavoué et pour rallier la population, il a tenté plusieurs annonces destinées à améliorer le pouvoir d'achat des argentins

Dans ce paysage politique et social tendu, il faut attendre les élections du mois d'octobre pour tenter d'envisager une sortie de crise du pays ; mais qu'en est-il pour les femmes ? En cette période pré-électorale, elles sont une préoccupation, sincère ou non, pour les candidats ; notamment pour Cristina Kirchner qui commence à envisager une légalisation de l'IVG. Ce sont de potentielles électrices qui ont porté leurs revendications sur la scène publique. Toutefois, la crise économique actuelle reste au centre des préoccupations des candidats à la présidence, reléguant au second plan la cause des femmes.

« Dans la société d'aujourd'hui, nous nous battons pour l'égalité salariale entre hommes et femmes, mais aussi pour le droit « aux roses » (le droit de vivre librement, de se marier et d'avoir des enfants ou non, en finir avec le machisme et les violences faites aux femmes, mais aussi, le droit à l'éducation pour toutes, l'accès à la culture, etc.). C'est lutter pour l'organisation des femmes, pour que nous reprenions notre destin entre nos mains et que nous livrions cette bataille pour nous et l'ensemble de notre classe. Mais cette lutte ne peut être victorieuse sans remettre en cause le système d'exploitation dans lequel nous vivons, qui donne à nos exploitateurs le pouvoir de décider de nos vies. »

Andrea D'Atri

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages / ouvrages collectifs

ARRUZZA, Cinzia, BHATTACHARYA, Tithi, FRASER, Nancy, *Féminisme pour les 99%. Un manifeste*, Paris, La Découverte, 2019, 128p.

D'ATRI, Andrea, *Pan y Rosas. Pertenencia de género y antagonismo de clase en el capitalismo*, Buenos Aires, Ediciones Las armas de la crítica, 188p.

FALQUET, Jules, *De gré ou de force. Les femmes dans la mondialisation*, Paris, La Dispute, collection « Le genre du monde », 2008, 213p.

FALQUET, Jules, HIRATA, Helena, KERGOAT, Danièle, LABARI, Brahim, LE FEUVRE, Nicky, SOW, Fatou (dir.), *Le sexe de la mondialisation. Genre, classe, race et nouvelle division du travail*, Paris, Presses de Sciences Po, 2010.

GOMEZ, Gérard, KESSELMAN, Donna (dir.), *Les femmes dans le monde du travail dans les Amériques*, Aix-en-Provence, Presses Universitaires de Provence, 2016.

GUERIN, Isabelle, HERSENT, Madeleine, FRAISSE, Laurent (dir.), *Femmes, économie et développement. De la résistance à la justice sociale*, Paris, IRD Editions et Erès Editions, 2011.

IACOVINO, Carolina, *La maternité socialisée : l'engagement politique des femmes piqueteras en Argentine*, mémoire de maîtrise en sociologie sous la direction de Victor Armony, Université du Québec à Montréal, 2007, 171 p.

LAUGIER, Sandra, MOLINIER, Pascale, PAPERMAN, Patricia (dir.), *Qu'est-ce que le care ? Souci des autres, sensibilité, responsabilité*, Paris, Ed. Payot & Rivages, 2009, 298 p.

MARUANI, Margaret, HIRATA, Helena, LOMBARDI, Maria Rosa, *Travail et genre. Regards croisés France, Europe, Amérique latine*, Paris, La Découverte – collection « Recherches », 2008, 278p.

MARUANI, Margaret, *Je travaille donc je suis. Perspectives féministes*, Paris, La Découverte – collection « Recherches », 2018, 294p.

_____, Margaret (dir.), *Femmes, genre et société. L'état des savoirs*, Paris, La Découverte – collection « Etat savoirs », 2005, 480p.

_____, Margaret (dir.), *Travail et genre dans le monde. L'état des savoirs*, Paris, La Découverte – collection « Etat savoirs », 2013, 464p.

VERSCHUUR, Christine et al., *Une économie solidaire peut-elle être féministe ? Homo oeconomicus, mulier solidaria*, Genève, Ed. Graduate Institute Publications, 2015, 290 p.

Articles scientifiques

ABRAMO, Laís, VALENZUELA, María Elena, “Emploi des femmes en Amérique latine : un bilan”, *Revue internationale du travail*, 2005, vol. 144, n°4, p. 387-419.

ABRAMO, Laís, “¿Inserción laboral de las mujeres en América Latina: una fuerza de trabajo secundaria?”, *Revista Estudios Feministas*, 2004, vol. 12, n°2, p. 224-235.

ADJAMAGBO, Agnès, CALVES, Anne-Emmanuèle, « L’émancipation féminine sous contrainte », *Revue Autrepart*, Presses de Sciences Po, 2012, n°61, p.3-21.

AGUILAR MORALES, Norma, SANDOVAL CARAVEO, Maria del Carmen, SURDEZ PÉREZ, Edith G., “La gestión empresarial femenina en pequeñas empresas del giro industrial”, *Revista Acta Universitaria*, diciembre 2014, vol. 24, n°1, p.73-80.

ARCIDIACONO, Pilar, BERMUDEZ, Angeles, “” Ellas hacen”. Programas sociales y exigencias a las mujeres en Argentina”, *Revista Estudios Feministas*, 2017, vol. 26, n°2, p. 1-16.

ARGAILLOT, Janice, « Femmes et emplois dans l’Amérique latine contemporaine : stéréotypes, politiques et identité », *Revue multidisciplinaire sur l’emploi, le syndicalisme et le travail*, 2014, vol. 9, n°2, p. 147-165.

CAMBIASSO, Mariela, CHAVES, María, “Paro por acoso sexual en una empresa multinacional norteamericana. Aportes para el estudio de la relación entre sindicalismo de base y género en la Argentina actual”, *Revista Pilquen*, 2017, vol. 20, n°2, p. 56-67.

CHASSERIO, Stéphanie, PAILLOT, Philippe, POROLI, Corinne, “L’entrepreneuriat est-il genré?”, *La Découverte - Regards croisés sur l’économie*, 2016, n°19, p. 62-75.

CRIVELLI, Karina, « Travailler dans la rue à Buenos Aires. Expériences quotidiennes des vendeuses ambulantes boliviennes », *Revue Tiers Monde*, 2014, n°217 – 1, p. 113-130.

DEGAVRE, Florence, « Jules Falquet : De gré ou de force les femmes dans la mondialisation », *Nouvelles Questions Féministes*, Editions Antipodes, 2011, vol.30, p. 100-105

DELFINO, Andrea, HERZFELD, Claudia, ARRILLAGA, Hugo, “Trabajo no remunerado y uso del tiempo en la Argentina de principios del siglo XXI”, *Sociedad y Economía*, 2018, n°34, p. 167-184.

Espacio de Economía Feminista de la SEC, “La economía ¿también feminista?: una apuesta por otra economía”, *Cuadernos de Economía Crítica*, 2017, n°7, p. 9-12.

FISHER Berenice, TRONTO Joan C., « Toward a feminist theory of care », in ABEL E. et NELSON M. (dir.), *Circles of Care : Work and Identity in Women’s Lives*, Albany (NY), State University of New York Press, 1991.

LOPEZ-POSADA, Laura M., GONZALEZ-RUBIO, Janeth, « Entrepreneurship y género: mitos y realidades de la mujer empresaria », Universidad de la Amazonia, *Revista FACCEA*, 2015, n°5, p. 35-43.

LUPICA, Carina, “Desigualdades y pobreza en Argentina: la importancia del empleo de las mujeres-madres para su superación”, *Observatorio de la Maternidad*, Newsletter n°47, 2011.

MORA GUERRERO, Gloria et al., “Empoderamiento y demanda de autogestión. Estudio comparativo de emprendimientos de mujeres indígenas », *Sophia Austral*, 1er trimestre 2018, n°21, p. 43-59.

OIT Infos, « Les cheffes d’entreprise sont plus nombreuses mais il reste encore des progrès à faire au sommet » [en ligne], Disponible sur : <https://www.ilo.org/global/about-the-ilo/newsroom/news/WCMS_554721/lang--fr/index.htm>. [Consulté le 12 juin 2019].

ORTIZ GARCIA, Pilar, “El discurso sobre el emprendimiento de la mujer desde una perspectiva de género, *Vivat Academia – Revista de Comunicación*, septiembredécembre 2017, n°140, p. 115-129.

OSO CASAS, Laura, VILLARES VARELA, Maria, “Mujeres inmigrantes latinoamericanas y empresariado étnico: dominicanas en Madrid, argentinas y venezolanas en Galicia”, *Revista Galega de Economía*, 2005, vol. 14, n°1, p.1-19.

PEREZ, Pablo Ernesto, “Inserción laboral de jóvenes y desigualdades de género en la Argentina reciente”, *Revista Reflexiones*, 2018, vol. 97, n°1, p. 85-98.

RODRÍGUEZ, Maria Elena, « Le travail en Amérique latine » in *L’économie à la recherche du développement: Crise d’une théorie, violence d’une pratique* de Christian Comeliau, Genève, Graduate Institute Publications, 1996, p. 153-159.

SCOCCO, Marianela, “La interseccionalidad del trabajo. Las transformaciones en el trabajo de las mujeres en Argentina”, *Revista Reflexiones*, 2018, vol. 97, n°1, p. 77-84.

TRONTO, Joan C., “Du care”, *Revue du MAUSS*, vol. 32, n°2, 2008, p. 243-265.

VALDES SUBERCASEAUX, Ximena, “Feminización del empleo y trabajo precario en las agriculturas latinoamericanas globalizadas”, *Cuadernos de Antropología Social*, 2015, n°41, p. 39-54.

Articles périodiques / journaux

ANDERSEN, Marie, « Les effets pervers de l’émancipation des femmes » [en ligne], *MarieAndersen*. Disponible sur : <http://www.marieandersen.net/articles/article6-9.html> [Consulté le 15 avril 2019]

BENBASSA, Esther, “Aujourd’hui, l’émancipation des femmes concerne surtout les milieux favorisés » [en ligne], *Bastamag*, 7 novembre 2018. Disponible sur : <https://www.bastamag.net/Aujourd-hui-l-emption-des-femmes-concerne-surtout-les-milieus-favorises>. [Consulté le 12 décembre 2018]

DEVINCENZI, Agustina, “Emprendedores: cuántas empresas nacen y mueren por año en la Argentina” [en ligne], *El Cronista PYME*, 17 novembre 2017. Disponible sur : <https://www.cronista.com/pyme/negocios/Dia-del-emprendedor-el-99-de-las-empresas-argentinas-son-pymes-20171117-0001.html>. [Consulté le 10 juin 2019]

HOOKS, Bell, « Le travail libère la femme ? En voilà une idée de riches ! » [en ligne], *Streetpress*, 10 avril 2017. Disponible sur : <https://www.streetpress.com/sujet/1491840909-le-travail-libere-femme-idee-de-riches>. [Consulté le 15 avril 2019]

MARCADENT, Philippe, « Emploi informel : il faut permettre un développement social du travail endogène » [en ligne], ID4D Blog animé par l'agence française du développement, 21 mai 2019. **Disponible sur** : <https://ideas4development.org/emploi-informel-developpement-social-travail/>. [Consulté le 10 juin 2019]

MARUANI, Margaret, *Interview* « L'éducation est la condition de l'émancipation des femmes » [en ligne], *Solidarité laïque*, 7 mars 2015. **Disponible sur** : <https://www.solidarite-laique.org/informe/leducation-est-la-condition-de-lemancipation-des-femmes/> [Consulté le 15 avril 2019]

MONTOYA, Angeline, Journée des droits des femmes : « En Pologne, nous savons comment faire les révolutions » [en ligne], *Le Monde*, 7 mars 2017. **Disponible sur** : https://www.lemonde.fr/international/article/2017/03/07/journee-des-droits-des-femmes-en-pologne-nous-savons-comment-faire-les-revolutions_5090840_3210.html [Consulté le 16 avril 2019]

SEN, Amartya, « La liberté des femmes, atout du développement » [en ligne], *Le Monde Diplomatique*, Septembre 2000. **Disponible sur** : <https://www.monde-diplomatique.fr/2000/09/SEN/2389> [Consulté le 15 avril 2019]

Informes / Rapports

CEPAL, *Xème Conférence régionale sur les femmes d'Amérique latine et des Caraïbes. La contribution des femmes à l'égalité en Amérique latine et dans les Caraïbes*, 2007, 139 p.

_____, *Xième Conférence régionale sur les femmes d'Amérique latine et des Caraïbes. Quel genre d'Etat pour quel genre d'égalité ?*, 2010, 96 p.

CLING, Jean-Pierre, et al., *L'économie informelle dans les pays en développement*, AFD, 2012, 363 p.

Dirección General de Estudios Macroeconómicos y Estadísticas Laborales – MTEySS, *Informe "Mujeres en el mercado del trabajo argentino"*, Gob. Argentina, 2018, 28 p.

ONU, *Convention sur l'élimination de toutes les formes de discriminations à l'égard des femmes*, Assemblée Générale des Nations Unies, 1979.

TORRES CARBONELL, Silvia de (dir.), *Informe GEM 2016 Argentina*, Universidad Austral, Centro de Entrepreneurship IAE, Global Entrepreneurship Monitor (GEM), 2016.

UNESCO, *L'éducation pour tous. Rapport régional 2012 pour l'Amérique latine et les Caraïbes*, UNESCO Paris, 2012, 37 p.

VACA TRIGO, Iliana, *Informe Oportunidades y desafíos para la autonomía de las mujeres en el escenario futuro del trabajo*, Serie Asuntos de Género, n°154, CEPAL, 2019, 72 p.

WEEKS, Julie R., SEILER, Danielle, *Actividad empresarial de la mujer en América Latina. Una exploración del conocimiento actual*, Washington DC, Banco Interamericano de Desarrollo, Serie de informes técnicos del Departamento de Desarrollo Sostenible, novembre 2001, 31p.